



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)
 [Secours Catholique-Caritas France](#)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

SOM- MAIRE

ÉDITORIAL	3
ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE	4
RÉTROSPECTIVE 2016	6
UN NOUVEAU PROJET NATIONAL	10
ACTION FRANCE	
Mal-logement	15
Accueil et droits des étrangers	17
Justice et prison	19
Emploi et économie sociale et solidaire	21
Renforcement des liens familiaux	22
Urgences	24
ACTION INTERNATIONALE	
Urgences	27
Afrique et océan Indien	28
Asie	30
Europe orientale	31
Amérique latine et Caraïbes	32
Moyen-Orient et nord de l'Afrique	34
Animation de la solidarité internationale	35
PLAIDOYER	
Plaidoyer France	39
Plaidoyer européen	42
Plaidoyer international	43
LES MARCHES DU 70^E ANNIVERSAIRE	47
ANIMATION SPIRITUELLE	48
COMMUNICATION	50
GÉNÉROSITÉ ET FINANCES	52
LE RÉSEAU CARITAS FRANCE	54
GOVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE	56
IDENTITÉ	57
REMERCIEMENTS	58

RAPPORT D'ACTIVITÉ APPROUVÉ
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 9 JUIN 2017

POUR UNE RÉVOLUTION FRATERNELLE

Brigitte, Pierre, Khalid, Gaëtan, Kenza, Aurélien... C'est par leurs visages et leurs histoires que nous avons choisi d'ouvrir notre rapport d'activité. Personnes en situation de précarité, bénévoles, jeunes « Young Caritas », salariés, donateurs, partenaires du réseau Caritas en France et dans le monde, ce sont eux qui ont été au cœur de notre action et des événements majeurs de l'année 2016 : les marches fraternelles de notre 70^e anniversaire et l'adoption de notre projet national pour les dix années à venir.

Les marches fraternelles organisées partout en France ont été l'acte fondateur de notre projet national 2016-2025. La simplicité du slogan choisi par une très grande diversité d'acteurs en révèle l'ambition politique : « *Pas à pas, mais pas sans toi !* » « *Pas à pas...* », car ce sont des changements en profondeur, prenant le temps de s'ajuster au rythme du plus faible, qui permettront de bâtir une société juste et fraternelle. « *...Mais pas sans toi* », car cette transformation ne se fera pas sans ceux qui ont l'expérience de la précarité et de l'exclusion, en France et dans le monde.

Alors que les discours stigmatisants et les préjugés se propagent, les faits et chiffres relatés dans notre rapport annuel sur la pauvreté en France rendent compte d'une réalité tout autre. Malgré les politiques menées depuis dix ans, la pauvreté touche neuf millions de personnes en France, parmi lesquelles de plus en plus de familles, de femmes, de jeunes et d'enfants. Les personnes en situation de précarité ne recourent que partiellement à leurs droits et se battent pour trouver un emploi de moins en moins accessible. Quand nous leur donnons la parole, comme nous l'avons fait dans notre nouvelle revue *L'Apostrophe* ou lors de notre forum « Les voix de la pauvreté en France », elles expriment une attente fondamentale : celle de sortir durablement de la pauvreté, de se sentir considérées et utiles, de prendre une vraie place dans notre société.

Cessons de masquer notre responsabilité collective face à cet échec en cherchant des boucs émissaires, et attelons-nous ensemble aux changements nécessaires pour redonner une vraie place à chacun dans le monde. Le Secours Catholique-Caritas France souhaite contribuer pour sa part à quatre changements prioritaires : la reconnaissance et le partage des savoirs des personnes en situation de précarité, l'accès de tous aux droits, la revitalisation des territoires marginalisés et la mise en œuvre de coopérations entre les personnes et communautés de cultures et de religions différentes.

Pour mener ces changements de fond, nous privilégions quatre leviers d'action. Le renforcement du pouvoir d'agir des plus fragiles est le levier le plus transformateur. Ensemble, nous expérimentons de nouvelles formes de solidarité et de développement. Partout en France et dans le monde, les acteurs du réseau Caritas et de la société civile mettent en œuvre des solutions nouvelles, porteuses d'avenir. Enfin, par notre appartenance à l'Église catholique dans sa dimension locale, nationale et mondiale, nous voulons aider à la mobilisation des ressources spirituelles de tous, pauvres et riches, croyants ou non, pour transformer la société.

À la suite du pape François, nous relayons son appel à engager une véritable révolution fraternelle et universelle... « *pas à pas, mais pas sans toi !* »

Véronique Fayet
Présidente nationale

Bernard Thibaud
Secrétaire général

Dominique Fontaine
Aumônier général

ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

“ KHALID HOSNI

**CETTE PARTICIPATION A EU BEAUCOUP
DE RÉPERCUSSIONS DANS MON ENTOURAGE**



Originaire du Maroc, Khalid Hosni a 22 ans quand il vient étudier à l'université de Bordeaux. Quelques années plus tard, il obtient un titre de séjour et enchaîne les petits boulots jusqu'à son divorce, moment où sa vie bascule dans la précarité. C'est à la cité Notre-Dame de l'Association des cités du Secours Catholique que son désir d'engagement prend racine. Avec

le groupe citoyen Les Joyeux Z'engagés, il participe à des marches, des débats, des interpellations. Ses articles dans le journal du groupe l'amènent à contribuer à un numéro spécial de la revue *Messages*. « *J'ai été à la fois surpris et fier qu'on me confie la rédaction de l'éditorial. Cette participation a eu beaucoup de répercussions dans mon entourage.* »

“ AURÉLIEN LE THUAUT

**CETTE DIVERSITÉ EST RICHE, ELLE AIDE
À BALAYER LES PRÉJUGÉS ET LES PEURS**

C'est par un stage de fin d'études qu'Aurélien, 26 ans, découvre le Secours Catholique-Caritas France. « *La pédagogie de faire avec les personnes en situation de précarité me plaisait. J'ai alors postulé à des offres et suis entré à la délégation Auvergne.* » Il y développe localement le réseau Young Caritas, un groupe de dix à quinze jeunes de tous horizons : étudiants, jeunes en situation de précarité, exilés afghans... « *Cette diversité est riche, elle aide à balayer les préjugés et les peurs. C'est ce qui est intéressant au Secours, il n'y a pas du tout de frontières entre celui qui vient pour un cours de français et celui qui a créé le lieu. Chacun est amené à mettre la main à la pâte et à proposer des projets, des idées.* »

“ PIERRE FAVRE

UN CHEMIN DE FOI PERSONNEL



Pierre Favre est entré au Secours Catholique du Var après le décès de sa femme. « *Cet engagement, c'était un chemin de foi personnel* », explique-t-il. La période douloureuse

durant laquelle il a accompagné la fin de vie de son épouse a aussi été, dit-il, « *la révélation que j'ai une capacité à pouvoir accompagner les autres* ». C'est ce qu'il fait depuis en tant que responsable d'une équipe locale dans le Var, au sein du groupe citoyen Les Sans-Voix, ou encore dans les lycées où il sensibilise à la solidarité, car selon lui « *c'est vraiment la relation de vivre-ensemble qui va peut-être permettre d'évoluer vers un monde meilleur et une société plus juste et fraternelle.* »

“ KATHY QUEUE

IL FAUT SE MOBILISER POUR LES JEUNES



Le Secours Catholique, Kathy, 33 ans, est tombée dedans quand elle était petite. Sur l'île de Lifou où elle a grandi, en Nouvelle-Calédonie, sa mère était responsable de l'équipe locale. Mais

c'est à 24 ans qu'elle-même s'est vraiment engagée. Elle rentrait de Nouméa où elle avait effectué un CAP petite enfance et un BEP carrière sanitaire et sociale. Mais, comme la plupart des jeunes diplômés rentrés dans leur tribu, elle n'a pas trouvé de travail. « *Du coup, je travaille aux champs avec mes parents.* » Aujourd'hui, elle est responsable de l'équipe locale de 15 bénévoles. « *Surtout des jeunes.* » Ils visitent les malades et les personnes âgées et animent la pastorale. En novembre, Kathy était à Paris, avec 5 autres jeunes des territoires d'Outre-mer, pour rencontrer les équipes des principaux candidats à l'élection présidentielle. « *Je voulais leur parler de la situation des jeunes chez nous.* »

“ BRIGITTE

SUR SCÈNE JE DEVIENS LE PERSONNAGE



Née à Brest en 1955, Brigitte a connu la pire des violences qu'on peut faire à une enfant. Une blessure dont elle ne guérira jamais complètement, malgré le soutien de sa grand-mère, qui la recueille après le divorce de ses parents, et sa passion pour son métier d'infirmière. Retirée du monde avec son chat Choupinou depuis la mort de son seul amour, René, elle s'enferme alors dans la solitude et le mutisme. Jusqu'à ce qu'elle découvre auprès du Secours Catholique de Créteil que jouer la comédie permet d'exorciser ses démons. « *Sur scène je deviens le personnage. J'oublie qui je suis. Je me libère de moi, de ma dépression. Je ne suis plus Brigitte l'angoissée, mais Cruella, celle qui n'a peur de rien.* »

“ NICOLAS CLÉMENT

SI L'ON REGARDE VRAIMENT L'AUTRE, ON NE LAISSERA PERSONNE DANS LA RUE



Plus jeune, Nicolas Clément s'investit dans un club de réflexion politique, mais rapidement, il ressent le besoin d'un engagement plus concret et se tourne vers le Secours Catholique où il va à la rencontre des personnes sans-abri. Après avoir battu le pavé parisien une nuit par semaine, été comme hiver, pour aller à la rencontre de ceux qui n'ont pas d'endroit où dormir, il signe un livre qui invite à la réflexion et appelle à dépasser ses préjugés pour que les personnes à la rue cessent d'être « *des ombres transparentes dont on a peur* ». Car, dit-il, « *si l'on regarde vraiment l'autre, on ne laissera personne dans la rue* ».

“ CLAUDE SAADI

ICI, ON VIT LA FRATERNITÉ AU SENS PROPRE



Tombé pour braquage dans les années 1980, Claude Saadi a passé vingt-cinq ans derrière les barreaux. Il en sort bien décidé à consacrer son temps à ceux qui en ont besoin, ce qu'il fait tous les mardis à la permanence du Secours Catholique d'Hénin-Beaumont. Et comme « *le malheur, ce n'est pas le mardi de telle heure à telle heure* », Claude ouvre sa porte toute la semaine pour offrir un café ou donner un coup de main, et travaille également à plusieurs projets de réinsertion des détenus. Ce non-croyant croit aux valeurs de l'équipe du Secours Catholique : « *Ici, on vit la fraternité au sens propre.* »

“ GAËTAN ZIGA

JE METS DU SENS DANS MA VIE



« *Je mets du sens dans ma vie en étant près des personnes en souffrance.* » Après avoir exercé neuf ans comme animateur socio-culturel auprès de personnes vivant dans la rue, Gaëtan est moniteur éducateur auprès de jeunes présentant des déficiences visuelles et des troubles associés. Dans le privé, il s'engage auprès des migrants avec les jeunes de Young Caritas Essonne, groupe dont il est responsable depuis sa création par le Secours Catholique-Caritas France.

“ KENZA BIBAOUI

JE NE SAVAIS PAS QUE DES GENS COMME CELA EXISTAIENT EN FRANCE



C'est au début des années 1970 que Kenza Bibaoui arrive du Maroc avec son mari venu travailler dans l'industrie française alors en manque de main-d'œuvre. « *J'ai vécu dans un quartier à Calais où pendant onze ans, personne ne m'a dit bonjour* », se souvient-elle. Pas étonnant qu'elle ait aujourd'hui une écoute toute particulière pour les migrants dont elle traduit les récits dans le cadre d'un contrat aidé à l'accueil de jour du Secours Catholique de Calais. Le respect et l'humanité que lui témoignent l'équipe de salariés et de bénévoles sont une belle découverte : « *Je ne savais pas que des gens comme cela existaient en France.* »

RÉTROSPECTIVE 2016



2-3 AVRIL

Une vingtaine de jeunes du réseau Young Caritas se retrouvent à Saint-Malo, le temps d'un week-end, pour participer à un laboratoire sur le thème « Accès à l'emploi et économie sociale solidaire ». L'occasion, pour le Secours Catholique-Caritas France, de former ses jeunes bénévoles autant que de recueillir leur parole.



5 MARS

En ce jour anniversaire du dispositif DALO (droit au logement opposable), le Secours Catholique-Caritas France de Paris, la Fondation Abbé Pierre et des personnes mal logées se réunissent à Paris en vue de faire pression sur les pouvoirs publics pour que ce droit soit enfin appliqué



28 MAI

Pour son 70^e anniversaire, le Secours Catholique-Caritas France organise au stade Martine-Tacconi à Saint-Cloud la Caritas Cup, un tournoi de football qui oppose 16 équipes des délégations de toute la France, de la Caritas Luxembourg, de l'Association des cités du Secours Catholique et du CEDRE, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés

ET AUSSI...

JANVIER Entrée en vigueur de la nouvelle prime d'activité, qui remplace la prime pour l'emploi et le RSA activité, dont le taux de non-recours atteignait les 75 %. Une avancée notable dans la lutte contre le non-recours, pour laquelle le Secours Catholique-Caritas France a beaucoup milité, notamment au sein du collectif ALERTE. **FEVRIER** La démarche « Territoires zéro chômeur de longue durée », partie d'une initiative d'ATD Quart Monde soutenue par le Secours Catholique-Caritas France, donne lieu à une proposition de loi adoptée à l'unanimité. **AVRIL** Le Secours Catholique-Caritas France est partenaire pour la 10^e année consécutive du Festival international du film des droits de l'homme qui se tient à Paris. **MAI** Le Secours Catholique-Caritas France accueille à Lourdes plus de 300 représentants des 49 Caritas européennes en vue de réfléchir à la construction d'un projet européen où chacun puisse avoir sa place. Une rencontre d'une ampleur sans précédent, du fait de la participation de bénévoles et de personnes en situation de précarité venant de toute l'Europe. **JUIN** À l'invitation des délégations de Bretagne, tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté et pour l'éveil à la solidarité et la dignité de l'homme se retrouvent à Pontivy à l'occasion du 70^e anniversaire du Secours Catholique-Caritas France. – Véronique Fayet est auditionnée par la Délégation aux droits des femmes du Sénat sur la question des femmes en situation précaire et de la mobilité. Une intervention dans la continuité du rapport statistique du Secours Catholique sur la mobilité, qui a été reprise dans le rapport d'information du Sénat réalisé au nom de la Délégation aux droits des femmes. **JUILLET** À l'occasion de la journée mondiale contre la traite des êtres humains, le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport La traite des êtres humains

1^{ER} JUIN

À l'occasion de la journée du réseau « Accès digne à l'alimentation », le Secours Catholique-Caritas France signe une convention avec la tête du Réseau Cocagne. L'accord vise à soutenir le projet « 30 000 paniers solidaires », des paniers de fruits et légumes bio vendus à prix solidaires par les Jardins de Cocagne.



25 -28 AOÛT

Pour la 3^e année consécutive, le réseau Young Caritas organise son université d'été à Saint-Malo. Près de 500 jeunes de 18 à 35 ans venus de toute la France, mais aussi de plusieurs autres pays, y échangent sur le thème : « Migrants, et si c'était nous ? »

11-14 OCTOBRE

Huit cents personnes, acteurs et partenaires du Secours Catholique-Caritas France participent aux Rencontres nationales de Lourdes. L'occasion de découvrir et de s'approprier le nouveau projet national du Secours Catholique pour les dix ans à venir.



dans les situations de conflits et postconflits. **AOÛT** Remise du label « La France s'engage » à « Lire pour en sortir », une association que soutient le Secours Catholique-Caritas France et qui a pour but de promouvoir des activités culturelles éligibles à des dispositifs de réduction de peine. **SEPTEMBRE** Le Secours Catholique-Caritas France fait partie de la délégation de Caritas Internationalis qui participe, à New York, au premier sommet des Nations unies sur la question des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. **OCTOBRE** Le gouvernement procède au démantèlement du bidonville de Calais, sans tenir compte des recommandations des associations, dont le Secours Catholique-Caritas France, qui visaient à établir d'abord un diagnostic des besoins des personnes et surtout des mineurs isolés. La DGCS (Direction générale de la cohésion sociale) et l'ANSA (Agence nouvelle des solidarités actives) invitent le Secours Catholique-Caritas France à une journée d'échanges sur les méthodes et les outils de la participation, dans les instances institutionnelles, des personnes en situation de précarité. **NOVEMBRE** Le Secours Catholique-Caritas France organise, à l'occasion de la publication de son rapport statistique 2016, une grande journée de forum au palais Brongniart à Paris. Intitulée « Les voix de la pauvreté en France », la rencontre réunit politiques, experts et acteurs du Secours Catholique pour réfléchir à un monde meilleur où chacun aura sa place. Un temps fort qui clôt cette année d'anniversaire. **DÉCEMBRE** Les associations voient aboutir leur demande de permettre aux donateurs de faire un don par SMS. Le Secours Catholique-Caritas France fait partie des toutes premières associations à obtenir un numéro par lequel ce don peut être effectué.

UN NOUVEAU PROJET NATIONAL

En octobre 2016, le nouveau projet national du Secours Catholique-Caritas France était présenté à Lourdes devant plus de 800 personnes venues de toutes les délégations. L'aboutissement d'un long processus d'analyse, de réflexion et de concertation pour définir les changements de société auxquels l'association espère contribuer au cours des dix prochaines années.

Tout commence (ou continue) en 1996. Cette année-là, le Secours Catholique-Caritas France adopte un projet de fond qui définit et conduit l'action de l'association : « *S'associer avec les pauvres pour construire un monde juste et fraternel* ». En 2006, ce projet est décliné sous forme d'orientations. L'association ressent alors le besoin d'identifier les sujets de société sur lesquels elle a développé des savoir-faire et pour lesquels elle pourrait s'engager plus en profondeur : 10 chantiers prioritaires voient ainsi le jour, au sein desquels les acteurs du Secours Catholique vont travailler jusqu'en 2016 en vue de repérer et d'identifier les bonnes manières d'agir sur les problèmes de société.

Vingt ans après, en 2016, le projet est renouvelé dans le même esprit : agir avec les pauvres et tous les autres acteurs, dans un esprit de

justice et de fraternité, et cela en France comme dans le monde. Le choix est fait de nommer les changements de société auxquels le Secours Catholique veut contribuer, de renforcer la dimension politique de son action, de relier davantage son projet localement et globalement avec le réseau Caritas, et enfin, de nommer et d'accompagner les changements internes nécessaires pour mener ce projet à bien.

« *Il s'agit d'un tournant pour le Secours Catholique, explique Laurent Seux, directeur de l'action et du plaidoyer France-Europe. Nous choisissons d'être plus politiques et d'influer sur le changement social. Tout part d'un constat : la société évolue, elle est pleine de richesses, mais son mode de fonctionnement ne nous convient pas. Comment souhaitons-nous la voir évoluer et comment pouvons-nous prendre part à cette évolution ? Pouvons-nous nommer les changements auxquels nous souhaitons contribuer ?* » Chargé de piloter l'élaboration de ce nouveau projet national, Laurent Seux constitue à la fin de l'an-

née 2014 un groupe de travail avec l'objectif d'élaborer une proposition stratégique pour les dix années à venir. Conformément à l'esprit du Secours Catholique, le groupe de travail est pensé de façon très large, avec des salariés, des bénévoles, des membres des directions et du réseau. Une dizaine de personnes au total qui se réunissent la première fois en janvier 2015. « *Nous avons commencé par mener un travail prospectif en nous inspirant des travaux d'organismes comme France Stratégie, la Fonda, ainsi que de différentes études internationales. L'idée consistait à confronter notre perception des évolutions de la société à celle des chercheurs qui travaillent sur ces questions. Nous*

nous sommes également intéressés aux projets des délégations, à leurs sujets prioritaires et à leurs visions de la société. Le décryptage de toute cette

matière nous a permis de saisir le moment où nous, Secours Catholique, nous trouvons aujourd'hui. » Ce travail d'analyse permet d'identifier 25 « résultats attendus » parmi lesquels il va falloir faire des choix. S'engage alors une ambitieuse phase de consultation en conseil d'animation des délégations, avec la participation de membres du bureau, des bénévoles responsables de l'animation dans les territoires et des personnes en situation de précarité. « *Nous voulions savoir lesquels de ces 25 sujets étaient prioritaires à leurs yeux et ceux auxquels ils pensaient pouvoir contribuer, poursuit Laurent Seux. Cette phase de consultation a duré de juillet à décembre 2015. Le processus nous a vraiment permis de déboucher sur un choix commun.* »

Parmi les quatre thèmes plébiscités, vient en premier lieu la question des savoirs : reconnaître les savoirs des personnes en situation de précarité pour créer des connaissances et des pratiques nouvelles. Comment y parvenir ? Interrogée dans la revue *Messages*,

**“ NOUS CHOISSONS D'ÊTRE PLUS POLITIQUES
ET D'INFLUER SUR LE CHANGEMENT SOCIAL. ”**



E. PERRIOT / SCOF

Véronique Fayet explique : « *Il existe déjà au Secours Catholique des groupes d'action citoyenne qui produisent une vraie réflexion et sont capables d'interpeller les pouvoirs publics, les élus... L'objectif maintenant est de mieux tirer parti de leur travail : qu'apprend-on de ces groupes d'action ? Comment mieux diffuser leur analyse et méthodologie dans le réseau de manière que, dans chaque délégation, un groupe soit capable d'organiser une prise de parole, un plaidoyer sur les questions de transport, de travail, d'école... ?* »

Parmi les autres priorités définies par le réseau, il y a l'accès aux droits, notamment à l'éducation et au travail, deux leviers fondamentaux pour lutter contre les causes de la pauvreté, mais aussi les territoires marginalisés qu'il faut revitaliser afin de réduire les inégalités. Et enfin, la nécessité de développer la rencontre entre les personnes et les communautés de cultures et de religions différentes afin qu'elles puissent œuvrer ensemble.

Ce projet est présenté et voté à l'unanimité lors de l'assemblée générale du 10 juin 2016.

Ultime phase du processus : la présentation du nouveau projet national dans le cadre du grand rassemblement biennal des acteurs de l'association, les Rencontres nationales de Lourdes, qui ont eu lieu

dans la cité mariale en octobre 2016 et ont réuni près de 800 personnes venues de toutes les délégations. L'objectif est de permettre à chacun de s'approprier le projet et de voir comment contribuer aux changements visés. « *C'est l'objet de ce projet national*, précise Laurent Seux : *nous nous donnons une mission et une vision forte, et nous regardons comment l'ensemble des acteurs peuvent les porter à long terme, dans un monde devenu très complexe. L'action est importante, mais à condition de l'inscrire dans des processus longs.* » Un projet ambitieux qui s'appuie sur les forces et particularités du Secours Catholique. ■

UNE REFORMULATION DU PROJET ASSOCIATIF

En 2016, alors que le Secours Catholique-Caritas France lance la réflexion sur son nouveau projet national, le réseau demande à ce que le projet associatif soit reformulé, avec des textes plus courts, actualisés et plus faciles à communiquer auprès du grand public. L'élaboration de ces deux textes se fait en parallèle. Ils se complètent dans le document final, le projet national donnant les orientations du Secours Catholique pour la période 2016-2025, et le projet associatif les éléments fondamentaux et permanents de l'association : l'identité ; la vision de société ; la mission ; les valeurs et les principes d'action. ■

PROJET NATIONAL 2016-2025

CHANGEMENTS VISÉS

LES SAVOIRS DES PERSONNES ET DES GROUPES EN PRÉCARITÉ SONT RECONNUS ET PARTAGÉS POUR CRÉER DES CONNAISSANCES ET PRATIQUES NOUVELLES.

L'ACCÈS AUX DROITS, NOTAMMENT À L'ÉDUCATION ET AU TRAVAIL, EST EFFECTIF POUR TOUS.

LES TERRITOIRES MARGINALISÉS SONT REVITALISÉS ET LES INÉGALITÉS TERRITORIALES SONT RÉDUITES.

LES PERSONNES ET LES COMMUNAUTÉS DE CULTURES ET DE RELIGIONS DIFFÉRENTES ŒUVRENT ENSEMBLE.

STRATÉGIES D'ACTION

RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES PERSONNES ET DES GROUPES EN PRÉCARITÉ.

EXPÉRIMENTER DES FORMES NOUVELLES DE SOLIDARITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT.

MOBILISER LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LES CAUSES DE PAUVRETÉ, D'INÉGALITÉ ET D'EXCLUSION.

VIVRE LA DIACONIE AVEC LES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ.

UN RÉSEAU AU SERVICE DU PROJET NATIONAL

Le nouveau projet national du Secours Catholique-Caritas France définit les changements auxquels nous espérons contribuer dans la société ainsi que ceux à initier en interne pour y parvenir. Parmi eux, la volonté de devenir une organisation apprenante, capable de s'enrichir des expériences faites partout dans le réseau. Une démarche qui a commencé à se mettre en place en 2016.

CAPITALISER POUR DEVENIR UNE ORGANISATION APPRENANTE

En 2011, l'association lançait des « chantiers prioritaires », groupes de travail chargés d'explorer les réponses à apporter (et apportées) sur des thématiques allant de l'emploi à l'engagement des jeunes, en passant par l'interculturalité, la famille, les migrants ou encore la solidarité internationale. La capitalisation de ces 10 chantiers constitue une étape importante dans notre démarche pour devenir une organisation apprenante. Pendant cinq ans, les équipes se sont intéressées à des expériences innovantes, menées un peu partout en France, qui interrogent la relation traditionnelle entre bénévoles et personnes en situation de précarité, ainsi qu'à des espaces de fraternité où des personnes se retrouvent en situation d'échange et d'entraide, dans une dimension interculturelle et interreligieuse. Les bonnes pratiques identifiées à partir de ces expériences ont été présentées lors des Rencontres nationales de Lourdes de 2016, rencontres qui, tous les deux ans, permettent aux acteurs de l'association de faire le point sur les stratégies à mettre en œuvre. Leur généralisation nous aidera à contribuer aux changements visés par notre nouveau projet national.

DÉVELOPPER L'ÉCHELON RÉGIONAL

Effectif depuis le 1^{er} janvier 2016, le nouveau découpage administratif régional de la France a été l'occasion pour le Secours Catholique-Caritas France de repenser la construction de cet échelon stratégique pour mettre en œuvre le nouveau projet national. Les délégations ont ainsi été invitées à évaluer leurs besoins

et à proposer le modèle d'organisation permettant d'y répondre. En 2016, une synthèse des premières propositions, région par région, a été présentée au conseil d'administration de l'association. Elle a mis en lumière à la fois des préoccupations communes – les migrants, l'animation de la solidarité internationale, le plaidoyer, l'animation territoriale... – et une grande diversité d'organisation. Décision a été prise de maintenir cette liberté d'organisation qui permet de s'adapter aux contextes locaux, tout en définissant un cadre commun clair qui garantisse l'unité et la lisibilité de l'association dans sa globalité et permette aux régions de travailler ensemble de manière concrète. Les délégations poursuivent la réflexion dans ce sens, avec pour objectif d'avoir défini leur modèle d'organisation en septembre 2017.

ASSOCIER TOUS LES ACTEURS À LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE STRATÉGIE

En 2016, les Rencontres nationales de Lourdes, ce grand rassemblement traditionnel du Secours Catholique-Caritas France, ont pris une dimension nouvelle, puisque ce sont quelque 800 personnes qui étaient présentes à la cité Saint-Pierre. Une assemblée non seulement plus nombreuse que les autres années, mais aussi plus représentative de notre organisation puisque chaque délégation avait délégué, à raison de trois fois un tiers, des membres de bureau, des personnes ayant l'expérience de la précarité et des acteurs de l'animation. Nos partenaires locaux (ex. : Coexister France, Solidarités nouvelles face au chômage...), mais aussi ceux d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie étaient également présents. Pendant

quatre jours, du 11 au 14 octobre, les participants ont pris connaissance des enseignements tirés des chantiers prioritaires. Ils ont également commencé à se familiariser avec le nouveau projet national et à réfléchir à la façon de contribuer aux changements visés par le projet. Des journées de travail intenses, rythmées par des temps de fraternité, des ateliers d'expression et des moments festifs.

UN NOUVEAU CYCLE DE PROJETS DE DÉLÉGATION

Le Secours Catholique-Caritas France a souhaité que chaque délégation se dote d'un projet par lequel elle fixe son cap et ses moyens d'action sur cinq ans, en partant des situations de pauvreté vécues sur ses territoires, ainsi que des moyens nécessaires et disponibles. Certaines délégations étaient arrivées au terme de leur premier projet, et il était nécessaire de capitaliser ce premier cycle afin de définir une méthodologie d'élaboration qui profite aux autres délégations et tienne compte du nouveau projet national. Pour cette deuxième étape, plusieurs promotions de délégations ont travaillé ensemble au cours de l'année 2016. Beaucoup d'éléments positifs sont ressortis de ce premier cycle, notamment une large mobilisation des acteurs internes et externes pour rêver collectivement. Cependant, faute d'avoir été construits dans cette perspective, trop peu de projets ont pu être vraiment évalués. La méthodologie devra donc prévoir les pilotes d'évaluation avant le lancement du projet.



RENFORCEMENT DE L'ANIMATION DES TERRITOIRES PAR LA CAPITALISATION

La réorganisation du réseau Secours Catholique-Caritas France lancée il y a dix ans comportait un volet de constitution de territoires de proximité (à l'échelle de chaque délégation locale). Elle s'est accompagnée d'un approfondissement de notre stratégie d'animation de ces territoires, à travers plusieurs sessions organisées en région pendant un an, avec une participation élargie aux personnes en situation de précarité et aux référents bénévoles des territoires. Au début de 2016, un groupe de travail interdirections a été lancé en vue de capitaliser sur les expériences issues de cette première étape et de réfléchir aux formes de présence du Secours Catholique sur ces territoires, notamment à travers l'Animation du changement social local (ACSL). Cette démarche innovante est une traduction locale concrète de l'ambition de changement social de notre nouveau projet national. Il apparaît en effet que c'est à partir des territoires et des personnes dans les territoires que l'on pourra retisser les fils d'une société à réinventer.

ACCROISSEMENT DE LA DYNAMIQUE YOUNG CARITAS

En France, une personne en situation de précarité sur deux a moins de 30 ans et possède au maximum le brevet des collèges. Le réseau Young Caritas est une des réponses du Secours Catholique-Caritas France à cette précarité des jeunes puisqu'il leur permet de s'engager, de s'exprimer et d'être des acteurs de la transformation de la société à laquelle nous aspirons. L'extrême diversité des profils, des origines et des confessions des jeunes bénévoles du réseau Young Caritas reflète bien notre volonté de nous ouvrir à tous, en tant qu'acteurs du changement. Nous cherchons à proposer aux jeunes bénévoles des espaces de rencontres et des possibilités d'engagement convenant à leurs contraintes spécifiques. L'université d'été

“ Le plus précieux pour moi pendant ces quatre jours a été les relations et l'amour que nous avons partagés. Selon moi, c'est le meilleur moyen de lutter contre ces injustices, la violence et les inégalités. Quand je vois des personnes comme vous et mes amis de Calais, le Secours Catholique et notre communauté, je me sens de plus en plus heureux. »

Balaak, Calais



X. SCHWIBEL / SCCE

qui s'est tenue pour la troisième fois en août 2016 à Saint-Malo est un des leviers de cette dynamique. La participation a pratiquement doublé, passant de 260 personnes en 2015 à près de 500 en 2016, avec une augmentation du nombre de jeunes (70) venus d'Europe et d'autres pays du monde. Sur le thème « Migrants, et si c'était nous ? », ensemble, ils ont participé à des ateliers et vécu des moments forts et festifs comme la traversée de la baie du Mont-Saint-Michel, où le spectacle *To Be or Not* imaginé et joué par des migrants de Calais.

POSITIONNER LES RÉMUNÉRATIONS À LA HAUTEUR DES RESPONSABILITÉS

La réalisation des missions que le Secours Catholique-Caritas France s'est fixées dans le cadre de son nouveau projet national nécessite de poursuivre l'évolution de ses métiers et, plus généralement, de renforcer les compétences de tous les acteurs de l'association, salariés et bénévoles. Le nouvel accord sur la classification des métiers et la rémunération signé avec

les partenaires sociaux en 2016 s'inscrit dans ces évolutions de fond. À partir de l'établissement des référentiels métiers qui s'est terminé en 2015, une classification regroupant chacun

“ EN FRANCE, UNE PERSONNE EN SITUATION DE PRÉCARITÉ SUR DEUX A MOINS DE 30 ANS ET POSSÈDE AU MAXIMUM LE BREVET DES COLLÈGES. ”

des métiers identifiés sur 11 niveaux de responsabilité a été établie. La grille des salaires s'appuie sur ce cadre objectif, ainsi que sur les choix faits par rapport à nos moyens financiers et aux salaires pratiqués sur

le marché, cela selon le principe suivant : un premier niveau de salaire légèrement au-dessus du marché – avec un salaire minimum à 5 % au-dessus du SMIC sur 13 mois – et un écart de salaire raisonnable entre les niveaux 1 et 11, soit de 3,6 fois le salaire minimum, alors qu'il est plutôt de 10,4 dans le secteur privé et de 5,5 dans le secteur associatif. Les salariés peuvent ainsi progresser en salaire lorsqu'ils progressent en responsabilité, tout en acceptant un taux d'effort progressif (baisse de salaire consentie lorsque l'on choisit un poste dans le secteur associatif) à partir du 4^e niveau. ■

ACTION FRANCE

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR L'ACTION EN FRANCE

Comment contribuer à changer la société par l'action en France ? Le Secours Catholique-Caritas France précise dans le cadre de son nouveau projet national quatre leviers principaux.

Lorsque nous soutenons la mobilisation des personnes en attente de relogement, nous cherchons à rendre à ces personnes le pouvoir d'agir sur leur vie comme sur la société. Cette même perspective nous a menés à initier un plaidoyer européen sur le droit d'expression des personnes en détention.

La recherche de solutions nouvelles nous pousse à expérimenter, dans les territoires, par exemple autour de l'initiative « zéro chômeur de longue durée » ou dans le soutien à des projets de mobilité comme les garages solidaires.

Mais agir dans un environnement complexe nécessite d'agir avec d'autres. Nous nous efforçons ainsi de mobiliser la société civile dans la défense des droits fondamentaux, à Calais par exemple cette année 2016, comme dans des projets ambitieux tels que les maisons des familles. Enfin, le Secours Catholique a une mission particulière, celle de soutenir les communautés chrétiennes et d'agir avec elles dans leur engagement au service de l'humanité (la diaconie). Le travail mené cette année pour favoriser les collaborations ecclésiales dans l'hébergement des migrants en situation de précarité en fut un bel exemple.

Laurent Seux, directeur France-Europe

MAL-LOGEMENT

Face aux situations de mal-logement vécues par 4 millions de personnes en France en 2016, le Secours Catholique-Caritas France a continué à imaginer et à mettre en place des solutions innovantes, et a poursuivi ses actions de mobilisation pour que soit appliquée la loi sur le droit au logement opposable (DALO), votée en 2007.

POSITIONNEMENT « DE LA RUE AU LOGEMENT »

Depuis sa création, le Secours Catholique-Caritas France accompagne les personnes les plus fragiles, isolées en situation de grande précarité, et fait émerger leur parole. Nos actions sur tout le territoire avec les personnes à la rue, les personnes hébergées ou mal logées nous permettent de porter une analyse sur les causes du mal-logement et sur ses conséquences dramatiques pour les personnes qui le vivent, et tout particulièrement les enfants. À partir de nos actions de terrain, des réalités rencontrées au quotidien par les personnes vivant le mal-logement, nous avons travaillé en 2016 sur les 10 axes de plaidoyer pour lutter contre les causes du mal-logement et construire une société juste et fraternelle favorisant l'accès au logement pour tous. Ce travail s'appuie à la fois sur les situations vécues par les personnes, mais aussi sur les analyses d'acteurs

associatifs et institutionnels engagés dans la lutte contre le mal-logement. Ce positionnement fait l'objet d'un processus de consultation auprès des délégations et des personnes vivant le mal-logement, et sera présenté pour validation dans le courant de l'année 2017.

LA MOBILISATION CONTINUE POUR LE DALO

La mobilisation pour l'application du droit au logement opposable (DALO) est restée forte en 2016. Une plaquette nationale précisant les engagements du Secours Catholique-Caritas France en faveur du DALO a été publiée à l'attention du réseau. Le 5 mars, à l'occasion du 9^e anniversaire de la loi, un grand rassemblement de personnes en attente de relogement s'est tenu place des Invalides à Paris à l'appel du Secours Catholique, de Droit au logement, de la Fondation Abbé Pierre et du réseau Solidarités nouvelles pour le logement (SNL). Les quelque 300 personnes réunies ont demandé à la ministre du Logement qu'elle mette tout en œuvre pour que ce droit soit enfin appliqué. À la suite de cette manifestation, Véronique Fayet et plusieurs de nos partenaires associatifs ont été reçus par la ministre. Plus tard dans l'année, à l'occasion de la marche pour les 70 ans du Secours Catholique, un groupe d'action citoyenne du Val-de-Marne a fait une halte devant la préfecture pour y remettre symboliquement plus de 300 courriers pétitions, signés par des personnes en attente de relogement ou des citoyens solidaires. Les associations, par l'intermédiaire du Comité de suivi national DALO ou du Collectif des associations unies (CAU), ont par ailleurs contribué tout au long de l'année à l'amendement du projet de loi égalité et citoyenneté afin d'améliorer l'effectivité du DALO.



X. SCHWIBEL / SCCF

UN PROJET D'AGENCE IMMOBILIÈRE SOCIALE

Le parc de logements sociaux publics ne suffisant pas à répondre aux besoins des populations défavorisées, et le coût des logements privés étant élevé, le Secours Catholique-Caritas France envisage de créer une Agence immobilière sociale (AIS) qui travaillerait en



lien avec l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC). Organisme à but non lucratif et à objet social, l' AIS met des compétences d'agent immobilier au service de l'insertion par le logement. Une telle structure nous permettrait de mobiliser du logement privé pérenne, dans la logique du « logement d'abord », prioritairement dans des quartiers en carence de logements sociaux, afin de favoriser la mixité et l'intégration de tous dans la ville. Ce projet est un des axes de travail prioritaire du comité régional Île-de-France du Secours Catholique. En 2016, ce comité a lancé une étude de faisabilité qui porte pour l'instant sur un projet en Île-de-France. Une telle structure professionnelle répondrait à la volonté de notre réseau de bénévoles de rester un acteur engagé dans le secteur de l'habitat et du logement, tout en restant sur son rôle d'accompagnement et d'insertion des personnes.

UN FILM DOCUMENTAIRE SUR LA VIE À L'HÔTEL

À la suite de l'enquête de 2014, réalisée par les délégations Île-de-France du Secours Catholique

“ L'OBJECTIF EST AUSSI DE NOURRIR LES ACTIONS DE PLAIDOYER À MENER POUR DÉVELOPPER DES ALTERNATIVES À L'HÔTEL. ”

sur les personnes hébergées à l'hôtel, les mêmes équipes ont souhaité produire un film qui donne la parole à ces personnes, témoigne des difficultés qu'elles rencontrent, tout en apportant des éléments de contexte grâce à l'interview de Christine Laconde, directrice du Samu social de Paris. Réalisé en 2016, ce documentaire intitulé *De l'hôtel au logement, c'est possible !* vise en premier lieu à servir de support d'animation

pour notre réseau et ses partenaires. Il est donc régulièrement diffusé dans nos délégations pour engager la réflexion sur l'accompagnement à apporter à ces familles afin que ce type d'hébergement devienne un tremplin vers l'insertion et qu'elles cessent d'être ballottées d'hôtel en hôtel. L'objectif est aussi de nourrir les actions de plaidoyer à mener du niveau local au niveau régional pour développer des alternatives à l'hôtel. Les équipes franciliennes réfléchissent aux possibilités de diffuser le film dans le cadre de festivals ou de soirées cinéma pour initier une démarche d'interpellation en externe. ■

ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS

En cette année 2016, marquée par le démantèlement du bidonville de Calais, le Secours Catholique-Caritas France est resté mobilisé pour défendre les droits des exilés, et notamment des nombreux mineurs isolés. Un important travail de réflexion et de pédagogie a été mené pour expliquer notre choix d'accueil inconditionnel des exilés et pour accompagner l'hébergement fait en Église.

CALAIS, BRAS DE FER AVEC LE GOUVERNEMENT

C'est à l'automne 2016 que la « jungle » de Calais a été complètement démantelée. Le Secours Catholique-Caritas France, qui a été aux côtés des migrants depuis leur installation dans la région, s'est opposé à la manière dont s'est préparée cette évacuation, déplorant qu'elle n'ait pas été précédée d'un diagnostic précis des situations des personnes présentes, notamment des nombreux mineurs isolés. Le référé déposé devant le tribunal de Lille avec nos partenaires Médecins du monde et l'Auberge des migrants ayant été rejeté, le démantèlement a tout de même eu lieu les 24 et 25 octobre. L'immense majorité des exilés ont été répartis dans des CAO (centres d'accueil et d'orientation) sur tout le territoire, et les quelque 2 000 mineurs ont été conduits dans des CAO pour mineurs isolés (CAOMI) dans la perspective d'un regroupement avec leurs familles installées en Grande-Bretagne. Des négociations ont eu lieu avec les autorités anglaises, et des agents du *Home Office* se sont déplacés à Calais et dans les CAOMI afin d'évaluer les situations des mineurs. Seuls 800 d'entre eux ont finalement été acceptés. Quant aux autres, ils s'ajoutent désormais aux plus de 8 000 déjà présents en France, des mineurs que les conseils départementaux sont de plus en plus rétifs à prendre en charge. Nous avons donc écrit à nos délégués pour qu'ils s'assurent que ces

enfants sont accueillis dignement dans les CAOMI. Beaucoup d'entre eux en effet n'ont pas été pris en compte par l'Aide sociale à l'enfance dans l'attente d'une réponse du *Home Office*, ce qui implique qu'ils n'ont pas d'existence légale et ne jouissent d'aucune protection liée à leur minorité.

HÉBERGEMENT DES MIGRANTS EN L'ÉGLISE

Encouragés par l'appel du pape François demandant à toutes les communautés catholiques d'Europe d'accueillir une famille de migrants, beaucoup de particuliers se sont portés volontaires pour proposer un hébergement. En 2016, le croisement de réflexions menées au sein du Secours Catholique-Caritas France entre plusieurs chantiers et départements

CAO EN FRANCHE-COMTÉ

Comme beaucoup de régions de France, la Franche-Comté a reçu dès la fin d'octobre 2016 des migrants venus de la « jungle » de Calais. Ces hommes, ces femmes et ces enfants qui avaient vécu dans des conditions indignes devaient ainsi pouvoir faire une démarche de demande d'asile dans de bonnes conditions. La délégation du Secours Catholique de Franche-Comté a souhaité que ce soit l'occasion pour les Français qui avaient été touchés par leur parcours et leur détresse de participer à leur accueil, à travers un principe de « parrainage de bienvenue ». Il s'agit de créer des liens avec les habitants pour que les exilés puissent mettre un visage sur leur nouveau lieu de résidence. Au-delà de la prise en charge administrative, il convient en effet d'offrir un autre accueil aux exilés, de leur permettre d'entrer dans une relation personnelle afin de pouvoir échanger, se balader, visiter, partager des repas. Cette action s'inscrit dans le droit fil de celle du Secours Catholique à Calais : préserver les liens tissés et prendre le relais lorsque les personnes arrivent dans les régions. ■



X SCHWIBEL / SCCF

thématiques (Diaconia, migrants, hébergement) a permis de constater que ces actions d'hébergement se faisaient souvent à la demande des diocèses, des paroisses et des communautés chrétiennes dont les façons d'avancer, les repères et les limites ne concordaient pas toujours. De ce constat est née l'idée d'un séminaire de travail qui s'est tenu en mars 2016 sur le thème « Hébergement des migrants en situation de précarité : quelles collaborations ecclésiales ? » Plus de 90 personnes d'une vingtaine de délégations et plusieurs partenaires participaient à ces journées qui ont permis de faire émerger des lignes de conduite, des repères et des bonnes pratiques. Il en a découlé un document, « L'hébergement des migrants en l'Église ». Véritable guide d'accompagnement et de structuration de l'accueil dans les diocèses, il donne des outils pour se coordonner avec les autres acteurs de la société civile afin que le nécessaire accompagnement global de la personne puisse se faire dans les meilleures conditions.

POUR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL DES MIGRANTS

Le rapport statistique du Secours Catholique-Caritas France publié en 2016 fait apparaître que les migrants (demandeurs d'asile, travailleurs pauvres, personnes sans papiers...) représentent désormais 36,4 % des personnes que nous accompagnons. Face à l'impuissance des travailleurs sociaux à répondre à leurs besoins, c'est en effet vers les associations de solidarité que se tournent ces personnes, notamment celles déboutées du droit d'asile qui n'ont pas accès au droit commun. Au-delà d'une aide matérielle, nous leur offrons un accompagnement à l'insertion, par l'intermédiaire des cours de français mais aussi de toutes nos autres actions : domiciliation, hébergement, accès aux droits et notamment à l'aide médicale



G. KERBAOL / SCCF

de l'État (AME), accompagnement juridique et administratif (demande d'asile, demande de régularisation ou de renouvellement de titre de séjour), lien social, accompagnement vers l'emploi, culture, vacances... Un module de formation a été créé à l'attention des délégations de la région Centre pour permettre à tous les acteurs de l'association de comprendre et de s'approprier le positionnement national du Secours Catholique concernant l'accueil des migrants. Nous nous félicitons de l'implication de l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) dans l'accueil et l'accompagnement des personnes migrantes. Ainsi, en 2016, l'association a ouvert deux CAO à Toulouse et Marseille et agrandi celui de Bourges. Ceux-ci ont été complétés par deux centres d'hébergement d'urgence pour migrants, l'un à Bobigny et l'autre dans le sud de l'Essonne. L'ouverture de ces dispositifs a permis l'accès à un accueil digne pour 285 personnes venant de différents pays, de la Syrie à la République de Centrafrique, de l'Irak au Soudan du Sud. ■

TO BE OR NOT

Ils sont seize exilés, Afghans, Iraniens et Soudanais, à avoir échoué à Calais où ils ont rencontré le Secours Catholique. Parmi les nombreuses activités proposées par l'association, ils ont choisi l'atelier théâtre initié par Hisham Aly, animateur au Secours Catholique, un jeune franco-égyptien qui se consacre depuis plus d'un an à adoucir la vie des migrants. Peu à peu, l'idée de créer un spectacle se fait jour, spectacle que trois comédiens professionnels, Grégory Barco, Laura Clauzel et Bertrand Degrémont se proposent de mettre en scène volontairement. « *Notre priorité, c'était eux, ces jeunes migrants, dit l'un d'eux. Ils voulaient rendre publique cette pièce. Nous les avons aidés à le faire.* » Présentée pour la première fois à l'occasion de l'université d'été du réseau Young Caritas, la pièce, *To Be or Not*, a vu le jour quelques semaines avant le démantèlement de la « jungle » de Calais. Afin d'éviter que la troupe ne se disperse, le Secours Catholique a demandé à la préfecture de maintenir la cohésion du groupe, ce qui a été accepté. Hébergés désormais au centre d'accueil de Croisilles, au sud-est d'Arras, ses membres ne cherchent plus à passer en Angleterre. « *Nous voulons rester en France, disent-ils, pour faire ce que nous ne pouvions pas faire dans notre pays : des études et vivre librement.* » ■

JUSTICE ET PRISON

Encouragement à la lecture, plaidoyer en faveur des mesures alternatives à la prison, offres de travail d'intérêt général... les équipes prison du Secours Catholique-Caritas France ont poursuivi en 2016 leurs actions et leur travail de sensibilisation pour aider les personnes détenues à se reconstruire et à exercer leur citoyenneté dans la perspective de leur réinsertion future.

CONSTRUCTION D'UN PLAIDOYER EUROPÉEN DÉFINI AVEC LES PERSONNES DÉTENUES

Menée en 2015 par le Secours Catholique-Caritas France auprès des Caritas de l'Union européenne et de leurs partenaires, l'étude sur le droit d'expression des personnes en détention a franchi une nouvelle étape en 2016. Le noyau initiateur de la campagne, à savoir le Secours Catholique et Caritas Allemagne, a élaboré un questionnaire destiné à repérer les bonnes pratiques mises en place pour permettre aux personnes de reprendre leur vie en main et d'exercer leur citoyenneté. Destiné aux détenus eux-mêmes, mais aussi aux institutions de justice et aux partenaires autres que Caritas, ce questionnaire permet d'identifier les besoins des personnes détenues, la façon dont celles-ci se mobilisent pour qu'ils soient satisfaits, mais aussi les mesures mises en place par les institutions pour encourager l'exercice de la citoyenneté dans les prisons, et le rôle que les réseaux partenaires et la société civile peuvent jouer dans le processus. La diffusion des questionnaires a démarré en septembre 2016 dans les prisons de toute l'Europe, par l'intermédiaire des Caritas participantes et de leurs partenaires. L'analyse des réponses constituera la base de la campagne de plaidoyer qui sera lancée en 2017 dans chacun des pays et auprès de la Commission européenne en vue de renforcer les capacités d'autodétermination des personnes détenues et de favoriser leur réinsertion.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA CORRESPONDANCE AVEC LES PERSONNES DÉTENUES

Constatant un certain déclin d'une action « classique » du réseau de l'association, à savoir la correspondance avec les personnes détenues, le Secours Catholique a organisé des états généraux en 2016 à Paris avec l'ensemble des correspondants. Les objectifs de cette rencontre étaient de faire ensemble un état des lieux des services d'écriture en milieu carcéral et de réfléchir



à une évolution des pratiques de cette activité. Riches en échanges et en propositions, ces journées des 5 et 6 octobre 2016 ont permis d'envisager l'avenir de cette action et de prendre certaines décisions : création d'un document national de communication sur la correspondance ; création d'un outil vidéo sous la forme

À L'AIR LIBRE

Le Secours Catholique-Caritas France est partenaire du film documentaire *À l'air libre*, sorti en mai 2016 et réalisé par Nicolas Ferran et Samuel Gautier – un de nos anciens bénévoles. Il rend compte d'une initiative innovante menée dans la ferme de Moyembrie pour favoriser la réinsertion des personnes sortant de prison. Nichée au fond d'une vallée picarde, cette ferme unique en France accueille en effet des détenus en fin de peine sous le régime du placement à l'extérieur. Cette structure d'insertion singulière leur propose un logement, un travail, un accompagnement social et une vie communautaire, afin qu'ils puissent se reconstruire et bâtir un projet de vie. Convaincu de l'efficacité de ces solutions d'aménagement de peine pour lutter contre la récidive, le Secours Catholique a participé au financement du film et anime des soirées thématiques à l'occasion des projections en salles. ■



d'un film d'animation pour mieux communiquer avec toute la population carcérale sur l'action du réseau en prison ; aménagement de la charte de la correspondance et anticipation des évolutions techniques de communication avec les personnes incarcérées, en lien avec l'administration pénitentiaire ; recrutement de nouveaux bénévoles pour créer une dynamique intergénérationnelle. Des groupes de travail doivent pouvoir répondre à ces besoins.

DÉVELOPPEMENT DU « CHANTIER PASSERELLE »

Depuis quelques années, les équipes du département Prison sensibilisent les réseaux internes pour qu'ils accueillent dans leurs équipes des personnes condamnées à une peine en milieu ouvert. L'expérience montre en effet qu'accomplir sa mission de travail d'intérêt général dans une association comme la nôtre est valorisant pour les personnes. Dans cette logique, le Secours Catholique-Caritas France a signé en 2016 un partenariat avec « Chantier passerelle », une plateforme de structures d'accueil qui recense les offres de travail d'intérêt général et mutualise les bonnes pratiques entre ses membres. Par notre signature, nous nous engageons à poursuivre les objectifs de l'association : échange de pratiques, valorisation des structures existantes et conseil aux nouvelles, développement

d'outils de formation et d'évaluation du travail d'intérêt général en tant que véritable expérience professionnelle et mesure efficace de prévention de la récidive.

LIRE POUR EN SORTIR

Le Secours Catholique-Caritas France est partenaire de l'association « Lire pour en sortir », créée sous l'impulsion d'avocats avec notre soutien afin de promouvoir des activités culturelles éligibles pour des réductions de peines telles que prévues dans la loi du 15 août 2014. Mené avec l'aide des bénévoles de nos équipes prison, ce projet s'avère très utile pour identifier et accompagner les détenus les plus exclus et les plus éloignés de la lecture, du fait d'un parcours scolaire difficile. Le livre devient le levier pour eux d'une prise de conscience de leurs capacités. En août 2016, l'association a reçu le label « La France s'engage ». Outre l'accès à la lecture, elle organise tous les mois des rencontres avec un auteur, aide à la rénovation des fonds bibliothécaires, contribue à la lutte contre l'illettrisme en signalant notamment les personnes en difficulté, et participe à la réinsertion autour de la collecte de livres. Dans le cadre de la convention qui nous lie, nous participons à la formation des bénévoles et faisons l'intermédiaire auprès des établissements pénitentiaires. ■

EMPLOI ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

En 2016, le Secours Catholique-Caritas France a capitalisé plusieurs expériences dans le domaine de l'accompagnement vers l'emploi et du développement de l'économie sociale et solidaire. Les bonnes pratiques identifiées sont reprises peu à peu dans l'ensemble du réseau.

CAPITALISATION SUR L'ACCOMPAGNEMENT COLLECTIF VERS L'EMPLOI

De 2011 à 2016 un chantier emploi a permis de travailler sur la pratique d'accompagnement collectif vers l'emploi menée par 70 équipes du Secours Catholique-Caritas France. Cette forme d'accompagnement, qui propose aux personnes en recherche d'emploi de se retrouver une à deux fois par mois pour parler de leurs démarches et témoigner de leurs situations, crée une vraie dynamique participative. Les 11 expériences qui ont été identifiées ont donné lieu à deux supports : un DVD de témoignages des animateurs et participants à ces groupes, et un document global qui reprend les fiches techniques de ces expériences et propose des fiches méthode à l'attention de ceux qui veulent se lancer dans ce type d'accompagnement. Les deux supports ont été présentés lors des Rencontres nationales de Lourdes afin d'alimenter la réflexion autour de la mise en œuvre du nouveau projet national.

UNE CHARTE DE COOPÉRATION AVEC PÔLE EMPLOI

Qu'elles soient indemnisées ou non, les personnes en recherche d'emploi doivent être suivies par un conseiller Pôle emploi. Mais les rapports avec

l'agence étant souvent très tendus, le Secours Catholique-Caritas France a cherché à en devenir le facilitateur. Les équipes de certaines délégations ont ainsi demandé à rencontrer les équipes Pôle emploi pour mieux comprendre ce qu'elles font et comment elles travaillent. Les premières expériences menées entre 2015 et 2016 ont donné des résultats très constructifs. Il en a été tiré un protocole destiné aux délégations qui souhaitent créer des liens avec l'antenne Pôle emploi de leur département.

DIX TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Partie d'une initiative d'ATD Quart Monde soutenue par le Secours Catholique-Caritas France, Emmaüs France, la FNARS et le Pacte civique, la démarche « Territoires zéro chômeur de longue durée » a donné lieu à une proposition de loi adoptée à l'unanimité en février 2016. L'idée consiste à offrir à des chômeurs de longue durée des emplois en CDI et au SMIC dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire positionnées sur des activités non concurrentielles et financées par l'État, les collectivités et le produit du travail des salariés. En novembre 2016, la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social a annoncé la liste des dix territoires habilités pour mener à bien cette expérimentation pendant cinq ans. Le Secours Catholique assure la vice-présidence d'une association créée avec les initiateurs du projet en vue d'accompagner l'expérimentation. Nous intervenons également en soutien de ces dix expérimentations, soit en tant que membre du comité local, soit en interface entre l'entreprise associative solidaire et l'environnement social.



G. KERBAOL / SCOF

DE NOUVEAUX GARAGES SOLIDARAUTO

En 2016, le réseau Solidarauto soutenu par le Secours Catholique-Caritas France s'est étendu. À partir de l'expérience des deux premiers garages solidaires d'Isère

et de Maine-et-Loire, le réseau a été formalisé par la signature d'une charte et le financement d'un poste de chargé de mission pour développer le concept. Depuis, une vingtaine de contacts ont été pris avec des porteurs de projets, et cinq d'entre eux sont en voie de concrétisation. Réponse concrète aux problèmes de mobilité mis en lumière par le rapport statistique 2016 du Secours Catholique, les garages solidaires sont des plateformes de dons de véhicules qu'ils se chargent de remettre en état et vendent à prix solidaire (avec garantie pièce et main-d'œuvre) à des personnes accompagnées par nos équipes ou orientées par les services sociaux. Ce sont des associations autonomes, qui ont signé un contrat de licence de marque avec le Secours Catholique, propriétaire de la marque Solidarauto. Elles emploient des professionnels confirmés et parfois des personnes en insertion.

POUR UNE ALIMENTATION DIGNE ET SOLIDAIRE

Les Jardins de Cocagne sont des chantiers d'insertion professionnelle par l'agriculture biologique. Le 1^{er} juin 2016, à l'occasion de la journée du réseau « Accès digne à l'alimentation », une convention a été signée entre le Secours Catholique-Caritas France et la tête du Réseau Cocagne. L'accord vise à soutenir

le projet « 30 000 paniers solidaires », des paniers de fruits et légumes bio vendus à prix solidaire par les Jardins de Cocagne. Une dizaine de délégations expérimentent la pérennité de ce type de démarche. Ces paniers, qui coûtent 10 euros, sont proposés à 2 euros aux personnes en situation de précarité, la différence étant payée par le Secours Catholique, le CCAS (centre communal d'action sociale), la MSA (Mutualité sociale agricole) ou des financements d'État. Le projet du Réseau Cocagne concerne 600 familles. Si l'expérience s'avère concluante, elle sera étendue à d'autres territoires afin d'apporter une réponse digne à la précarité alimentaire, qui touche de

plus en plus de personnes dans la durée. C'est dans ce même but qu'à Antony, une ancienne épicerie solidaire du Secours Catholique cherche à se transformer en épicerie coopérative solidaire, selon un modèle inspiré des projets de Bordeaux ou d'Épisol à Grenoble. Cette épicerie ouverte à tous proposera des prix différenciés selon le budget de chacun, emploiera des salariés en insertion et travaillera avec des producteurs en circuit court pour soutenir l'économie locale. Le projet d'Antony s'inscrit dans la démarche d'appel à projet au sein de notre association, il ouvre la voie à la transformation progressive de l'ensemble des épiceries solidaires de notre réseau. ■

“ À ANTONY, UNE ANCIENNE ÉPICERIE SOLIDAIRE DU SECOURS CATHOLIQUE CHERCHE À SE TRANSFORMER EN ÉPICERIE COOPÉRATIVE SOLIDAIRE. ”

RENFORCEMENT DES LIENS FAMILIAUX

L'enjeu de l'accompagnement des familles mené par les équipes du Secours Catholique-Caritas France est de permettre aux enfants comme aux parents de nouer des liens pour se soutenir et prendre pleinement leur place dans la société. La participation active de chacun est primordiale. C'est ce critère qui a prévalu durant le travail de capitalisation réalisé dans le cadre d'un chantier consacré à la famille et qui va nous guider pour la mise en œuvre du nouveau projet national du Secours Catholique.

CAPITALISATION DES ACTIONS FAMILLES

Un chantier de capitalisation des actions familles a permis en 2016 d'analyser les expériences et les actions menées auprès des familles par le Secours Catholique-Caritas France ainsi que d'autres acteurs, afin de faire évoluer nos manières de les accompagner. L'analyse s'est portée sur le niveau d'implication des familles elles-mêmes dès l'origine de l'action ou

du projet. Les six actions retenues ont été présentées lors des Rencontres nationales de Lourdes, en octobre 2016. Certaines sont des actions nouvelles (réseau de solidarités de familles, groupe de plaidoyer, échange de récits), d'autres plus anciennes (Accueil familial de vacances, accompagnement à la scolarité), mais elles ont en commun de faire évoluer la famille, ses membres et leurs relations



avec d'autres. Une rencontre Familles organisée à Lourdes en 2015, et qui a réuni plusieurs centaines de personnes accompagnées par l'association, a pris une part importante dans la capitalisation du chantier. Elle nous a en effet permis de vivre un temps d'échanges et de débats en vue de mener tous ensemble une analyse des besoins des familles et de faire des propositions sur la façon de les accompagner au Secours Catholique. Toutes ces expériences contribuent déjà au nouveau projet national et plus particulièrement au changement visé sur l'accès à l'éducation effectif pour tous.

ACCÈS À L'ÉDUCATION EFFECTIF POUR TOUS

À la suite du bilan établi pour le chantier familles, le département Solidarités familiales du Secours Catholique-Caritas France a commencé dès 2016 à réfléchir, avec la Direction Action internationale, à la manière dont il peut contribuer au changement visé par le nouveau projet national sur l'accès effectif à l'éducation pour tous. C'est une étape importante puisqu'il ne s'agit plus seulement de ce que nous pouvons faire pour accompagner les familles, mais aussi de ce que nous pouvons faire pour changer la société. Ce travail de réflexion a permis de poser les enjeux. L'éducation est plus large que l'école,

elle concerne aussi les lieux de vie, d'interactions de l'enfant et de ses parents, comme lieux d'alliances éducatives.

DÉVELOPPEMENT DES MAISONS DES FAMILLES

Les maisons des familles sont des lieux d'accueil libre et gratuit où les parents peuvent venir avec ou sans leurs enfants, mais aussi les grands-parents, les beaux-parents ou toute personne ayant une responsabilité éducative. On y vient pour boire un café, pour participer à un atelier, pour partager un souci. Équipées d'une cuisine, d'un salon, d'une salle de jeux et d'un jardin, les maisons des familles offrent un cadre de vie chaleureux où l'on se sent « chez soi ». Le Secours Catholique-Caritas France en compte déjà cinq, dont quatre gérées en partenariat avec Apprentis d'Auteuil, et quatre nouvelles en projet. En 2016, la collaboration entre les partenaires impliqués dans des maisons des familles a été renforcée pour mieux porter ensemble les projets. Un site est déjà né de ces échanges : maisondesfamilles.fr. Les documents de fond comme les formations sont maintenant pensées ensemble. Dans cette même dynamique de rencontres et

d'échanges, une Maison des talents partagés va ouvrir à Dijon en 2017. Chacun pourra y développer ses talents et apprendre de ceux des autres dans toutes sortes de domaines : couture, cuisine, récits de chez soi... Le projet a été bâti et pensé par un groupe de personnes salariées, bénévoles et accompagnées. Le lieu est trouvé, il va bientôt pouvoir vivre.

REPENSER L'ACCUEIL FAMILIAL DE VACANCES

Si en 2016, le nombre d'enfants qui sont partis en Accueil familial de vacances a légèrement baissé, cette action classique du Secours Catholique-Caritas France garde toute sa pertinence. Ces séjours de deux ou trois semaines dans des familles contribuent beaucoup à l'ouverture sociale des enfants, de leurs familles et des familles de vacances qui les accueillent. Les relations durables créées à cette occasion sont une richesse pour tous les acteurs impliqués. Les 70 ans de l'Accueil familial de vacances en 2018 seront l'occasion de mieux faire connaître cette action, toujours d'actualité, sous un jour renouvelé.

DROIT AUX VACANCES POUR TOUS



Grâce à la dotation de 465 000 euros de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV), le Secours Catholique-Caritas France a été en mesure de soutenir de nouveaux projets de vacances pour

les personnes en situation de précarité, qu'elles soient en famille ou isolées. Ce sont plus de 3 200 personnes qui ont pu partir dans le cadre de ces projets de vacances, notamment des personnes vivant à la rue pour une semaine de marche vers Compostelle, ou des groupes de familles. Ces expériences sont essentielles. Les personnes en sortent renforcées, riches du sentiment d'avoir réussi quelque chose.

PARRAINAGE DE PROXIMITÉ

Plus un enfant a de relations à l'extérieur de la famille, mieux il se construit et s'enrichit. C'est l'idée du parrainage de proximité, qui permet à un enfant d'établir une relation affective privilégiée avec un adulte à l'occasion de temps partagés, cela au sein d'un réseau : sorties, activités de loisirs, repas, week-end ou même vacances. Ce parrainage s'adresse à tous les enfants et adolescents : ceux qui vivent en famille, comme ceux qui n'ont pas de lien régulier avec elle. Au Secours Catholique-Caritas France, cette action se vit en réseau solidaire d'adultes pour le bien-être d'enfants. Il en existe déjà dans plusieurs délégations, et cela permet une vraie relation de proximité entre les enfants, leurs parents, les parrains et les équipes locales. Le Secours Catholique participe à ce titre au collectif « Tous parrains ! » créé en 2016 avec cinq autres partenaires mettant en œuvre du parrainage de proximité, pour renforcer la visibilité de cette action au niveau national. ■

URGENCES

Par son expérience de l'accompagnement des personnes fragilisées et son réseau de bénévoles de proximité, le Secours Catholique-Caritas France s'est spécialisé dans l'écoute et la réhabilitation des personnes victimes de catastrophes. Une culture de la posturgence qui a été renforcée en 2016 grâce à une refonte des formations des bénévoles.

REFONTE DES FORMATIONS

C'est en 2001, au moment de la catastrophe de l'usine AZF, que l'approche urgence du Secours Catholique-Caritas France a pris un tournant décisif, s'orientant délibérément vers la posturgence et la réhabilitation. Cette capacité d'accompagner sur la durée les personnes sinistrées est l'héritage de la longue expérience d'accueil et d'écoute active de notre réseau. La professionnalisation de notre

équipe urgences dans ce domaine nous a permis d'obtenir l'agrément « soutien aux populations » de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, de même que celui d'« encadrement des bénévoles ». Pour assurer au mieux ces deux missions, nous avons retravaillé en 2016 les trois modules de notre formation à l'urgence. Le premier module a pour objectif d'insuffler à toutes nos équipes une culture de la posturgence, afin

qu'elles aient les bons réflexes le moment venu, notamment celui d'attendre, pour intervenir auprès des victimes, que les acteurs de l'urgence proprement dite se soient retirés. Le deuxième module, également repensé en 2016, a pour objet de faire monter en compétence les bénévoles qui auront la responsabilité du budget et du pilotage des interventions sur le terrain. Enfin, le troisième concerne le retour sur expérience. Cette étape se déroule désormais sur deux jours et consiste à réunir, un à deux mois après une intervention, tous les acteurs en vue de tirer les enseignements des expériences faites. Cet investissement plus grand sur les retours d'expérience s'inscrit dans la logique de notre nouveau projet national.

URGENCES TRANSFRONTALIÈRES DANS LE PACIFIQUE

Du fait de sa position géographique dans le Pacifique, la délégation du Secours Catholique-Caritas France en Nouvelle-Calédonie a pris l'habitude d'intervenir en concertation avec Caritas Océanie en cas de catastrophes affectant les populations frontalières des collectivités territoriales d'outre-mer. Au moment du passage du cyclone Pam, qui a touché la moitié de la population de l'archipel du Vanuatu en 2015, nous avons expérimenté une nouvelle approche : l'équipe Urgences France a secondé l'Église locale pour répondre aux besoins des habitants, alors que notre département Urgences internationales récoltait des fonds : 150 000 euros ont été affectés en 2016 à la réhabilitation d'un centre scolaire situé sur l'île de Tanna. La gestion et le pilotage de cette reconstruction sont assurés par la Direction diocésaine de l'Enseignement catholique, avec le soutien et l'accompagnement du département Urgences France. ■



G. KERBAOL / SDCF

INONDATIONS DANS LE VAL DE LOIRE ET L'ÎLE-DE-FRANCE

Par Philippe Biron, bénévole référent
du département Urgences

« C'est par la télévision que j'ai appris ce qui se passait et j'ai aussitôt appelé la délégation de la Nièvre. Puis ce sont celles du Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et des Yvelines qui se sont manifestées. Nous avons affaire à une catastrophe d'une ampleur inédite et touchant de surcroît des délégations qui n'en avaient aucune expérience. Il nous a fallu rassurer et expliquer que nous intervenons en posturgence dans la durée, ce qui suppose de bien évaluer en amont les besoins et les forces vives à disposition. Puis nous nous sommes rendus sur place pour repérer les communes prioritaires. Au 1^{er} juillet, nous étions en mesure de mettre en œuvre notre plan d'action, avec établissement d'un poste de coordination dans quatre délégations, et à chaque fois une vingtaine de bénévoles pour aller au-devant des sinistrés. C'est Anne Greff, bénévole au Secours Catholique, qui assurait la gestion du dispositif, en relation avec moi.

En milieu rural, les mairies peuvent facilement aider et reloger les personnes. Pas dans les villes, et surtout les villes touchées par la précarité comme en Seine-et-Marne et dans l'Essonne. C'est récurrent, les personnes que nous sommes amenés à aider sont déjà fragilisées, avec des logements vétustes, peu de moyens financiers et des difficultés pour négocier avec les assureurs.

Le dispositif a duré 86 jours et mobilisé 80 volontaires pour 2 600 familles visitées, un bénévolat valorisé à près de 42 000 euros. Nous l'avons levé vers le 15 août, après avoir désigné dans les délégations des personnes chargées de suivre les dossiers encore en cours. Nous nous sommes tous revus un mois et demi plus tard, pour trois journées très conviviales de retour sur expérience où nous avons pu nous féliciter de l'excellente collaboration avec les délégations. » ■

ACTION INTER- NATIONALE

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR L'ACTION À L'INTERNATIONAL

Avec pour ambition d'améliorer toujours la qualité de ses relations partenariales ainsi que la qualité technique des projets dont il soutient la mise en œuvre, le Secours Catholique-Caritas France s'est doté à l'international d'une nouvelle stratégie partenariale dont la mise en œuvre a démarré dès le début de l'année 2016. Le mouvement que nous avons souhaité amorcer avec nos partenaires internationaux est une évolution d'un type de partenariat traditionnel, bilatéral, de réponse à des besoins, vers un type de partenariat plus novateur car pluriacteur, orienté vers des approches changement et s'intéressant plus qu'auparavant aux causes structurelles de la pauvreté, des inégalités et des injustices. C'est dans cette perspective notamment que deux bureaux, l'un à dimension nationale, basé à Madagascar, l'autre à ambition sous-régionale, basé au Mexique, ont été implantés cette année. Ce partenariat de proximité facilitera en outre la mise en réseau des acteurs locaux de transformation sociale dans le but d'améliorer l'impact de leurs actions par les échanges de pratiques et par la force des plaidoyers qu'ils sont amenés à conduire ensemble à différents niveaux, local, national ou sous-régional.

Marc Laroche, directeur action et plaidoyer internationaux

URGENCES

L'année 2016 reste marquée par les crises humanitaires liées aux conflits en Irak et en Syrie, mais aussi par celle de la région du lac Tchad où sévit Boko Haram. C'est vers les populations de ces zones que le Secours Catholique-Caritas France a principalement dirigé son aide, ainsi que vers celles du Venezuela, touchées par une crise alimentaire et sanitaire inédite.

SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS IRAKIENS ET SYRIENS

La crise humanitaire engendrée par le conflit en Irak et en Syrie est restée une préoccupation majeure du Secours Catholique-Caritas France en 2016. Nous avons poursuivi notre soutien aux réfugiés présents dans les pays limitrophes ainsi que sur la route de l'exil en Europe. Par l'intermédiaire de nos partenaires locaux, nous sommes également intervenus auprès des déplacés de l'intérieur avec une aide d'urgence globale axée principalement sur la sécurité alimentaire, la santé, l'accompagnement psychosocial et l'éducation en situation d'urgence destinée notamment aux étudiants d'Alep. Si les Caritas de la région restent nos interlocuteurs privilégiés, nous travaillons également avec des partenaires comme JRS (Jesuit Refugee Service) ou d'autres organisations qui mènent des opérations transfrontalières depuis le Liban. À travers tous ces partenaires, nous pouvons assister au mieux la population syrienne, qu'elle soit sous le contrôle du régime ou des forces d'opposition. Très sollicitées par l'arrivée continue d'exilés depuis le début du conflit, les Caritas d'Europe ont pu compter sur le Secours Catholique pour leurs programmes alimentaires, d'hygiène, d'information sur les droits et d'aide psychosociale. Ensemble avec Caritas Internationalis, nous avons également poursuivi et intensifié notre plaidoyer pour la paix, que nous menons avec le soutien du pape François.

AIDE AUX POPULATIONS DÉPLACÉES ET HÔTES DE LA RÉGION DU LAC TCHAD

Les violences liées à la crise dite de Boko Haram ont fait des centaines de milliers de déplacés et de réfugiés dans les quatre pays de la région du lac Tchad : le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. En 2016, le Secours Catholique-Caritas France a soutenu les Caritas locales dans le cadre d'un projet global d'hygiène, de sécurité alimentaire, d'accès



EPERRIOT / SCFC

à l'eau et d'activités génératrices de revenus. Ces projets ciblent autant les populations déplacées que celles des pays hôtes, elles-mêmes très vulnérables et menacées par l'insécurité alimentaire.

UNE CRISE INÉDITE AU VENEZUELA

C'est une crise inédite qui frappe le Venezuela depuis environ quatre ans. La pression sur les prix exercée par le gouvernement a entraîné la banqueroute de nombreuses entreprises et des queues interminables devant les magasins, alors que le système de santé, qui fonctionnait pourtant bien depuis des décennies, a été mis en faillite au profit d'un système parallèle inopérant. Cette situation a entraîné une dégradation progressive, croissante et continue des conditions de vie des populations. Pour venir en aide aux plus vulnérables d'entre elles, nous soutenons, grâce à un financement de la Communauté européenne, un projet de santé de Caritas Venezuela (une des rares organisations du pays toujours active). Ce projet consiste à fournir des médicaments et du matériel médical dans des centres de santé, à dispenser des consultations médicales et à distribuer des kits d'hygiène et des repas communautaires. Nous effectuons également un suivi de l'état nutritionnel dans le pays en vue d'alerter la population

et le gouvernement sur les répercussions de la crise sanitaire au niveau national.

Le Secours Catholique soutient également au Venezuela un projet de réduction des risques de catastrophes. Celui-ci vise à réduire l'impact des dé-

sastres socationaux dus au dérèglement climatique (inondations, glissements de terrain, épidémies...) grâce à des actions de sensibilisation et de formation des communautés et des autorités locales sur la gestion des risques naturels. ■

AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN

En cette année 2016 marquée à la fois par les nombreuses élections présidentielles en Afrique et les importants mouvements migratoires dans les pays du Sahel, le Secours Catholique-Caritas France et ses partenaires ont poursuivi leur mobilisation pour l'alternance démocratique et entamé une collaboration en vue d'une meilleure protection des migrants.

ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE ET JUSTICE FISCALE

Une quinzaine d'élections présidentielles se sont déroulées en 2016 sur le continent africain, notamment au Congo, à Djibouti, au Gabon et au Tchad. La mobilisation du collectif « Tournons la page », dont le Secours Catholique-Caritas France est coordinateur, a été très forte. Dès janvier, nous avons organisé à Ouagadougou une rencontre des acteurs de la société civile de quatorze pays mobilisés sur les questions de processus électoraux et de contrôle citoyen. Riches en partages d'expériences, ces cinq jours ont donné aux participants les outils et bonnes pratiques pour agir plus efficacement en faveur de l'instauration d'un État de droit dans leur pays. En 2016 également, le collectif a travaillé sur son deuxième rapport : *En Afrique comme ailleurs, pas de démocratie sans justice fiscale !* Ce document pointe la nécessité pour les États africains de se doter d'un système fiscal au service de l'intérêt général – notamment envers les multinationales – comme condition nécessaire à l'avènement d'une alternance démocratique véritable.

“ FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL ET L'INTÉGRATION SOCIALE DES ENFANTS. ”

désir de s'impliquer. Deux rencontres ont eu lieu en 2016. Une à Dakar, qui réunissait les Caritas d'Afrique du Nord, de la bande sahélienne et d'Europe, et une du Groupe de travail de Caritas Internationalis pour le Sahel, en décembre à Paris, au siège du Secours Catholique-Caritas France. Venus de Caritas d'Afrique et d'Europe, les participants ont analysé l'impact des mouvements migratoires et proposé des pistes d'action en vue de promouvoir la dignité des personnes et le droit à migrer. Par la Déclaration de Paris publiée à l'issue de la rencontre, les Caritas se sont engagées à renforcer leur collaboration pour une meilleure protection des migrants et de leurs droits et à s'impliquer dans une action de plaidoyer auprès des États de l'Union européenne et des bailleurs de fonds pour une politique migratoire plus juste.

MOBILISATION DES CARITAS D'AFRIQUE POUR LES MIGRANTS

Dans un contexte de pauvreté, de changement climatique, de conflits et de terrorisme, les pays du Sahel connaissent d'importants mouvements migratoires. Préoccupées par le drame humain que ces situations engendrent, les Caritas de la région ont manifesté leur

DU SOUVENIR À LA RÉSILIENCE

Créée en 2000 en Afrique du Sud, la méthode innovante « Memory Box » (boîte physique où déposer des souvenirs des disparus) utilise les démarches de thérapies narratives afin de favoriser la résilience d'enfants devenus orphelins à cause du sida. En 2013, des partenaires du Secours Catholique-Caritas France en Côte d'Ivoire et au Togo ont repris cette méthode avec un double objectif : favoriser le développement personnel et l'intégration sociale des enfants, afin de les aider à se projeter sereinement dans l'avenir, et renforcer les capacités des équipes encadrantes dans la prise en charge psychosociale des enfants. En 2016, au terme des trois années de



X. SCHWEBEL / SCSF

ce programme régional, une évaluation a été faite par un cabinet indépendant. Celle-ci a pleinement démontré les effets positifs de la méthode sur la résilience des enfants et leur intégration dans la société.

MISSION DE LIAISON ET D'APPUI À MADAGASCAR

À la suite de l'étude réalisée en 2015 dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle stratégie de partenariat du Secours Catholique-Caritas France à Madagascar,

et au vu des besoins exprimés à cette occasion par nos partenaires malgaches, un chargé de liaison et d'appui a été engagé pour une période expérimentale de trois ans. Sa mission vise à renforcer les capacités de nos partenaires, à soutenir leur mise en réseau et à faciliter un dialogue institutionnel. L'enjeu est de pouvoir améliorer la mise en œuvre de projets ou de programmes des partenaires locaux et l'émergence d'une société civile plus forte pour faire face aux défis de la grande pauvreté à Madagascar. ■

L'AGROÉCOLOGIE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION

Par le frère Claude et Germain Kampani, du Centre d'animation rurale de Tambimong Ogaro (CARTO) au Togo

« Le diocèse de Dapaong (région des Savanes) où nous sommes basés est touché par de gros problèmes de déboisement et donc d'appauvrissement des terres. Le projet actuel fait suite aux deux programmes "Sables verts" que nous menions depuis 2008 avec le Secours Catholique-Caritas France. Il consiste à enseigner aux paysans les bonnes pratiques de l'agroécologie redonnant vie aux sols (notamment en plantant des arbres contre l'érosion par l'eau et le vent) afin qu'ils produisent non seulement de quoi faire vivre leurs familles, mais aussi un surplus à vendre sur les marchés.

Ce travail a généré une véritable prise en main des populations pour sortir de la précarité alimentaire. Sur les dix-huit stagiaires que nous avions en 2016, dix-sept ont continué cette activité. De manière générale, les rendements de leurs terres ont doublé et le niveau de vie des populations s'est beaucoup amélioré. Autre particularité du projet, la formation s'adresse à de jeunes couples de paysans. Lors des visites post-formation, nous constatons que la vie des familles a été transformée : mari et femme développent ensemble la petite entreprise qu'est leur exploitation. » ■

ASIE

En Asie, l'action du Secours Catholique-Caritas France est orientée vers la défense des droits et la mobilisation des populations marginalisées ou discriminées : migrants en Indonésie, populations indigènes au Vietnam, communautés urbaines vulnérables au Cambodge et en Inde.

RENFORCER LES CAPACITÉS D'INITIATIVE DES MIGRANTS

Venant d'Afghanistan, de Birmanie, d'Éthiopie, d'Irak, d'Iran, de Somalie et du Sri Lanka à destination de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, les migrants sont des milliers chaque année à échouer en Indonésie. Le pays n'ayant ratifié aucune des conventions sur la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile, ceux-ci ne jouissent d'aucun droit, n'ont pas accès à l'éducation et aux soins médicaux, et doivent subvenir à leurs besoins pendant la durée de la procédure qui peut s'étendre sur plusieurs années. En 2016, le Secours Catholique-Caritas France a donné son soutien financier à un projet qui fait suite à ceux déjà menés depuis 2014 par l'organisation Jesuit Refugee Service (JRS), la seule ONG à

s'occuper des problèmes des demandeurs d'asile et réfugiés en Indonésie et à avoir accès à certains centres de rétention. En plus d'apporter une aide financière et un soutien psychologique aux réfugiés, JRS forme des professeurs de langue et des interprètes parmi les communautés elles-mêmes. Cette utilisation des capacités d'initiative et de l'énergie des demandeurs d'asile est une des originalités du projet et un des éléments très importants pour en assurer la continuité.

DÉFENSE DU DROIT FONCIER SUR LA FORÊT PRIMAIRE

Au Vietnam, bien que la loi foncière reconnaisse aujourd'hui le droit des populations indigènes sur la forêt, celle-ci reste gérée à 75 % par des entreprises étatiques qui encouragent l'extension de grandes plantations de caoutchouc. Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France soutient le projet développé au centre du pays par son partenaire CENDI (Community Entrepreneur Development Institute). Dans un premier temps, l'objectif était la rétrocession des hectares de forêt aux communautés H'Re, qui reconnaissent une dimension spirituelle à ces terres. En 2016, notre partenaire est allé plus loin en valorisant les pratiques agroécologiques de ces communautés autochtones et en faisant reconnaître leur droit coutumier, dont les codes et les réglementations permettent d'assurer une bonne gestion de ces zones forestières. Il mène également un plaidoyer sur la loi forestière afin d'obtenir un statut protégé pour la forêt spirituelle, la forêt primaire, toujours en danger du fait de l'exploitation forestière et minière.



E. PERRIOT / SCCF

MOBILISATION POUR UN DÉVELOPPEMENT URBAIN PLUS JUSTE

Le développement très rapide des centres urbains au Cambodge et en Inde se fait souvent au détriment des droits des populations les plus pauvres. En

2016, le Secours Catholique-Caritas France a donc choisi de soutenir dans ces deux pays des projets de mobilisation des populations pour l'accès aux droits. En Inde, où les villes moyennes sont débordées par une forte migration venue des campagnes, le projet mené par notre partenaire vise à contribuer à un développement urbain plus juste, et cela en invitant les populations les plus pauvres à prendre part à la gouvernance locale afin de faire valoir leurs droits.

Au Cambodge, où les populations urbaines pauvres sont régulièrement victimes d'expropriation, notre partenaire STT organise les communautés menacées autour d'un projet alternatif de réhabilitation du quartier et de plaider pour un plan d'urbanisme favorable aux pauvres. Un réseau social a aussi été créé pour partager des informations et recenser les problèmes urbains : mauvais état des infrastructures, expropriations, embouteillages... ■

EUROPE ORIENTALE

Le Secours Catholique-Caritas France a renforcé en 2016 les liens entre ses équipes France et ses partenaires d'Europe orientale. Une façon de développer un savoir-faire commun notamment en ce qui concerne les personnes détenues et l'économie sociale.

ACCOMPAGNER LA RÉINSERTION DES PERSONNES DÉTENUES

La question de la réinsertion est une des thématiques sur lesquelles les équipes France et International du Secours Catholique se sont rapprochées en 2016. En Albanie et au Kosovo, les Caritas participent à l'enquête européenne initiée par notre département Prison et Justice et la Caritas Allemagne en vue d'un plaidoyer européen destiné à renforcer les capacités d'auto-détermination des personnes détenues. Une démarche qui va dans le sens des projets des Caritas Albanie et Kosovo que nous soutenons. En Albanie, le projet utilise les techniques d'animation pour faciliter la vie carcérale des détenus et les aider à travailler sur leur parcours personnel afin qu'ils puissent jouer à nouveau un rôle actif à leur sortie. Au Kosovo, la Caritas profite de la réforme du système pénitentiaire amorcée par les autorités pour proposer la mise en place de formations professionnelles à destination des femmes et d'activités sportives à destination des jeunes détenus. L'objectif à plus long terme est d'accompagner, à partir de ces expériences, le développement d'une justice restauratrice et de faciliter la réinsertion.

ÉCONOMIE SOCIALE

La situation économique dans les pays d'Europe orientale, et principalement des Balkans, reste très défavorable. Sachant que ces pays ne disposent pas d'une infrastructure industrielle qui leur permettrait d'assurer un PIB suffisant pour éviter à leur



E. PERRIOT / SCCF

population d'avoir à s'expatrier, l'économie sociale apparaît aujourd'hui comme un des seuls modèles durables possibles. C'est ce qui a amené, en 2015, les Caritas d'Italie et de huit pays d'Europe du Sud-Est à promouvoir les initiatives des acteurs de ce secteur. Le Secours Catholique-Caritas France a soutenu en 2016 le démarrage de la deuxième phase du projet, qui sera développée sur les années 2017 et 2018. L'objectif principal est de renforcer les compétences des entrepreneurs locaux comme des chefs de projet des Caritas régionales qui accompagnent ces projets d'économie sociale. Il s'agit de favoriser l'émergence d'acteurs capables d'innover et de développer des projets porteurs d'avenir, tant au plan économique qu'au plan du développement durable. Les échanges de savoir-faire et de partage d'expériences avec notre département Emploi-Économie sociale et solidaire favorisent la réussite de ces projets. ■

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

En 2016, le pôle Amérique latine et Caraïbes du Secours Catholique-Caritas France a amorcé une évolution de ses stratégies d'engagement et de ses partenariats, dans une démarche de concertation des différents acteurs, sur place et en interne, et de capitalisation des expériences. Un premier pas vers les changements visés par notre projet national.

CAPITALISATION D'EXPÉRIENCES EN BOLIVIE

Fortement frappée par le dérèglement climatique et l'impact de modèles économiques non durables, la Bolivie a adopté une nouvelle Constitution en 2009 qui propose un paradigme de développement respectant les modes de vie des peuples indigènes et la « Terre Mère ». Si sa mise en œuvre reste limitée, cette Constitution favorise des projets de développement durable intégral comme celui que développe le Centre de recherche bolivien CIPCA, un partenaire historique du Secours Catholique-Caritas France. Ce projet promeut la résilience face au changement climatique tout en soutenant l'agroécologie, et inclut la formation des leaders pour favoriser la participation citoyenne, le respect des droits des populations et leur implication dans la gouvernance locale. Cofinancé par l'Agence française de développement depuis 2015, il bénéficie depuis juillet 2016 d'une aide du Fonds français pour l'environnement mondial. Ce nouveau financement, destiné à un travail de recherche, de capitalisation et de duplication des bonnes pratiques expérimentées par notre partenaire, va permettre un saut qualitatif majeur pour le projet. Il s'inscrit dans la logique d'un des changements visés par notre nouveau projet national : développer une culture d'apprentissage en réseau.



E. PERRIOT / SCGF

PARTENARIAT MULTIDIMENSIONNEL AVEC CARITAS HAÏTI

Pays d'engagement historique et prioritaire pour le Secours Catholique-Caritas France, Haïti a connu une année 2016 chargée, avec la tenue des élections présidentielles et sur un autre plan, le passage dévastateur de l'ouragan Matthew. Le Secours Catholique-Caritas France a été très présent dans le pays aux côtés de son partenaire Caritas Haïti. Nous avons participé en janvier au groupe de travail piloté par Caritas Haïti et Caritas Internationalis, auxquelles s'étaient jointes les Caritas sœurs (notamment de Belgique, du Brésil, d'Espagne, de France, du Mexique, de Suisse), et en décembre, à l'assemblée générale que Caritas Haïti a tenue avec les Caritas diocésaines et d'autres organisations. Notre partenariat avec la Caritas est très riche parce que multidimensionnel : renforcement institutionnel, appui à des projets de développement et de réhabilitation, sensibilisation et animation auprès de notre réseau en France. Nous attachons une attention toute particulière au travail concerté et articulé avec les autres membres du réseau Caritas, et soutenons l'implication croissante des Caritas nationales de la région Amérique latine et Caraïbes en appui à Caritas Haïti. Dans ce cadre, la participation de membres de Caritas Haïti à l'université d'été Young Caritas de Saint-Malo en 2016 a été un succès.

NOUVELLE STRATÉGIE D'ENGAGEMENT AU PÉROU

L'année 2016 a été une année charnière pour l'implication du Secours Catholique-Caritas France au Pérou, puisqu'elle a été consacrée à l'élaboration d'une nouvelle stratégie concernant nos priorités d'engagement dans le pays, conformément aux changements visés par notre nouveau projet national. Bel exemple de construction collaborative, ce travail a impliqué les membres des différents pôles de notre



Direction Action et Plaidoyer internationaux, ainsi que d'autres directions de l'association (Direction France-Europe, Direction Communication), et certains de nos partenaires, dans le cadre d'ateliers participatifs. Face aux mégaprojets industriels et énergétiques que de nombreux acteurs économiques et politiques cherchent à imposer sous la pression, et parfois par la violence, notre nouvelle stratégie a défini des thématiques prioritaires qui sont l'accès aux droits, notamment à la consultation des populations autochtones, le renforcement du pouvoir d'agir en réseau de nos partenaires locaux et un soutien aux processus agroécologiques.

ACTION DE SENSIBILISATION ET PLAIDOYER DANS LE CADRE DES ACCORDS DE PAIX EN COLOMBIE

La Colombie a vécu une année historique en 2016 avec la signature des accords de paix entre le gouvernement et la guérilla des FARC. Malgré cette avancée majeure vers la résolution du conflit, de

nombreux enjeux restent posés concernant la participation politique, la politique agricole et foncière, et la justice vis-à-vis des victimes du conflit. Le pays reste donc prioritaire pour le Secours Catholique-Caritas France qui, en complément de l'appui apporté à ses partenaires locaux, s'implique au

“ NOUS ATTACHONS UNE ATTENTION TOUTE PARTICULIÈRE AU TRAVAIL CONCERTÉ ET ARTICULÉ AVEC LES AUTRES MEMBRES DU RÉSEAU CARITAS. ”

sein du Réseau France Colombie solidarités, dont nous sommes membre fondateur, et du Groupe de travail sur la Colombie de Caritas Internationalis. Dans le cadre de ces deux réseaux, nous

soutenons des actions de terrain et avons participé à de nombreuses actions de plaidoyer et de sensibilisation de l'opinion publique, des acteurs politiques et des professionnels des médias, sur la question de la construction de la paix. Nous avons également relayé des communiqués de presse, organisé des rencontres institutionnelles et participé à l'élaboration d'un document pédagogique à large diffusion sur les négociations menées entre le gouvernement et les FARC. ■

MOYEN-ORIENT ET NORD DE L'AFRIQUE

En cette année 2016 toujours marquée par le conflit en Syrie, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son soutien aux organisations qui favorisent la cohésion sociale et l'action collective des populations en situation de précarité, tout comme à celles qui défendent les droits des migrants.

RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

La cohésion sociale entre des communautés de cultures et de religions différentes est l'un des quatre changements visés par le nouveau projet national du Secours Catholique-Caritas France. Notre action en 2016 va dans ce sens. Au Liban, l'organisation Hope accompagne des communautés syriennes dans l'analyse des facteurs de conflit dans leur environnement, ainsi que dans l'élaboration d'initiatives pour y remédier. Elle produit le bulletin *Voix syriennes* pour faire connaître ces analyses aux acteurs influents. Au Liban également, la fondation Adyan développe des réseaux de jeunes et de familles. En partageant connaissances et savoirs et en accompagnant les personnes dans la mise en œuvre d'initiatives locales, Adyan vise à dépasser le « vis-à-vis » des communautés pour développer une

vision citoyenne commune. Enfin au Maroc, l'institut œcuménique de formation théologique Al Mowafaqa renforce la connaissance de l'islam auprès des leaders communautaires chrétiens, afin de les aider à mieux comprendre le contexte social et sociétal marocain et à interagir avec lui. L'ouverture, cette année, vers un public étudiant marocain renforce la connaissance et l'acceptation mutuelles.

DÉVELOPPER L'ACTION COLLECTIVE

Accompagner l'action collective des communautés en situation de précarité pour améliorer leurs conditions de vie et leur permettre d'accéder à leurs droits, tel est le principe qui guide les projets que le Secours Catholique-Caritas France a soutenus en Israël et en Mauritanie en 2016. Caritas Mauritanie contribue au développement du quartier défavorisé de Dar Naïm, en périphérie de Nouakchott, en incitant des collectifs de femmes, des associations de jeunes, des associations locales, à mener des actions d'alphabétisation, de formation ou d'accès à la santé, et à engager un dialogue avec les institutions locales. L'organisation Mahapach-Taghir, en Israël, vise à améliorer les conditions de vie de populations en situation de précarité en mettant en place des communautés d'apprentissage, afin de consolider le leadership des femmes ainsi que la conscience sociale et l'engagement citoyen des jeunes.

PROTÉGER LES DROITS DES MIGRANTS

La protection des droits des migrants est restée un axe majeur de l'action du Secours Catholique-Caritas France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient en 2016. En Israël, où vivent actuellement plus de 150 000 personnes sans statut ni droits, nous avons reconduit notre soutien à nos partenaires Physicians for Human Rights et Hotline for Refugees and Migrants. En plus d'un accompagnement individuel des migrants, sous forme de consultations médicales et légales, ces projets soutenus com-



portent un volet de sensibilisation et des actions vers les pouvoirs publics pour promouvoir des changements politiques à long terme. Au Maroc, dont la politique publique de régularisation de certains migrants permet de travailler dans le dialogue avec

les autorités, Caritas a élargi son action avec l'appui de nouveaux partenaires. Elle soutient de nouvelles initiatives locales, notamment dans la région de Fès et Meknès, pour que les droits des migrants y soient mieux reconnus et respectés. ■

ANIMATION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les actions de solidarité internationale menées en France par le Secours Catholique-Caritas France ont démontré leur capacité de renforcer les acteurs du réseau dans la lutte contre la pauvreté. Les documents de capitalisation réalisés en 2016 vont permettre d'accompagner les délégations vers la mise en place de telles démarches.

UN GUIDE DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Depuis quelques années, plusieurs régions et délégations du Secours Catholique-Caritas France ont pris l'initiative de construire des relations fraternelles dans la durée avec nos partenaires internationaux. À la demande du réseau, un important travail de capitalisation de ces expériences menées de 2012 à 2015 a été réalisé. Celui-ci a abouti à l'édition d'un guide pratique destiné à

accompagner de manière pédagogique et concrète les délégations qui souhaitent lancer ou renforcer de telles initiatives. Publié en mars 2016, ce document est composé de fiches techniques présentant les principes communs, la philosophie et la mise en pratique de ces partenariats, ainsi que de sept fiches de capitalisation d'expériences menées à ce jour. Les régions se l'approprient progressivement lors de temps de travail spécifiques, en collaboration avec l'équipe du pôle Animation et Campagnes internationales.

APPUYER LA PARTICIPATION DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

La mobilisation des personnes en situation de précarité pour l'animation de la solidarité internationale du Secours Catholique-Caritas France est très valorisante. C'est ce qu'a pu vérifier le chantier interne « Solidarité internationale », en menant une enquête auprès de différents acteurs ayant participé aux partenariats internationaux (mission au Bangladesh, animations Haïti, échanges avec la Centrafrique), au Forum social

mondial de Tunis et autour de la COP21 à Paris. À partir des témoignages recueillis, des recommandations ont pu être faites sur les préalables nécessaires à la réussite d'un tel projet : la proposition doit s'adresser à des personnes que le réseau connaît, qui sont déjà

investies dans des activités et dont on sait ou devine l'intérêt et le goût pour une telle démarche. L'enquête a été présentée en octobre 2016 lors des Rencontres nationales de

“ EN 2016, QUATRE PARTENAIRES ONT PARTICIPÉ AUX MARCHES DU 70^E ANNIVERSAIRE DU SECOURS CATHOLIQUE. ”

Lourdes, en vue d'encourager ces expériences qui transforment la personne, l'aident à construire son autonomie et sa capacité d'initiative et lui apportent de nouvelles clés de lecture du monde.

ASSOCIER LES PARTENAIRES À LA VIE DU RÉSEAU

Les partenaires internationaux du Secours Catholique-Caritas France sont de plus en plus souvent associés aux événements organisés au sein du réseau pour qu'ils puissent apporter leur regard, leur savoir-faire, dialoguer et questionner. En 2016, quatre partenaires ont participé aux marches du 70^e anniversaire du Secours Catholique, six faisaient partie de notre délégation au Forum social mondial au Canada, où nous avons coanimé des ateliers et conférences sur l'accès digne à l'alimentation, la migration et la mobilisation citoyenne. Ils étaient vingt-trois (contre quinze en 2015) à prendre part à l'université d'été de Young Caritas sur la question de la migration. Enfin, vingt et un partenaires ont été identifiés pour nous accompagner vers les changements visés par le projet national lors des Rencontres nationales de Lourdes. ■

**HURIA A FUI HOMS AVEC SA FAMILLE.
À ZARQUA, CARITAS JORDANIE LA LOGE
ET L'ACCOMPAGNE.**





PLAI- DOYER

CHANGER LA SOCIÉTÉ PAR LE PLAIDoyer EN FRANCE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE

« Aujourd'hui, les crises économiques, sociales et environnementales aggravent les inégalités et provoquent des conflits et replis identitaires qui mettent en péril nos sociétés et rejettent les plus fragiles. [...] Résolu à construire un monde juste et fraternel avec tous les acteurs de la société, le Secours Catholique-Caritas France est prêt à s'engager avec tous. » Manifeste du Secours Catholique, novembre 2016.

Dans son projet associatif, le Secours Catholique rappelle que ses acteurs *« luttent contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et proposent des alternatives au service du bien commun »*. C'est pourquoi le Secours Catholique développe une action de plaidoyer, en France et à l'international, basée sur les constats et analyses issus du terrain, et visant à changer les politiques publiques. Notre projet 2016-2025 définit les changements de société auxquels nous voulons contribuer au cours des dix prochaines années, entre autres : l'accès aux droits, la valorisation des savoirs, ou encore la revitalisation des territoires. Pour faire advenir ces changements, nous nous engageons à mobiliser la société civile sur les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion, à influencer les décideurs publics et privés et à promouvoir des solutions améliorant la vie des personnes et des communautés.

**Daniel Verger, responsable du pôle Action et Plaidoyer,
et Émilie Johann, responsable du plaidoyer international**

PLAIDOYER FRANCE

Convaincu que l'accès aux droits, la dignité et la participation de tous sont des leviers essentiels de la lutte contre la précarité, le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son plaidoyer contre le non-recours et les préjugés. Avec quelques belles réussites, comme l'entrée en vigueur de la nouvelle prime d'activité, dont le taux de recours était proche de 90 % à la fin de décembre 2016.

DES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE LE NON-RECOURS

Très actif au sein du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), le Secours Catholique-Caritas France s'est réjoui de voir entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2016 une avancée notoire, aboutissement d'une longue lutte contre le non-recours : la nouvelle prime d'activité. Destinée à toute personne en activité, salariée ou non, percevant un revenu au-dessous du SMIC, la prime d'activité remplace la prime pour l'emploi et le RSA activité, dont le taux de non-recours atteignait les 75 %. La demande se fait en ligne, sur le site de la CAF qui a été simplifié grâce aux amendements proposés par les personnes en situation de précarité siégeant dans le 8^e collège du CNLE. Et pour que les personnes qui ne possèdent pas d'ordinateur ou ne savent pas s'en servir n'en soient pas exclues, nous plaidons également pour le maintien des Maisons de service au public sur l'ensemble du territoire. À la fin de l'année 2016, le taux de recours à la nouvelle prime d'activité s'élevait, selon le gouvernement, à presque 90 %.

PERMETTRE L'ACCÈS AUX DROITS DANS LES TERRITOIRES

Le Secours Catholique-Caritas France incite ses délégations locales à faire de l'accès aux droits une réalité quotidienne sur leurs territoires. Avec des résultats très concrets en 2016. Dans une commune de l'Orne par exemple, à la suite de la fermeture du service de transport par bus, nos équipes sont allées voir le maire avec un chiffrage précis du nombre d'usagers lésés et de leurs besoins. Une ligne de bus a ainsi pu être rouverte le mardi, jour de mar-

ché, et au vu des résultats de l'évaluation faite au bout de quelques mois, d'autres réouvertures sont envisagées. Dans la Nièvre, la mobilisation de nos équipes auprès du conseil départemental a permis de supprimer une clause très restrictive sur les critères d'éligibilité du Fonds de solidarité pour le logement qui pénalisait les personnes les plus démunies. À Avignon, après la fermeture des douches publiques pourtant indispensables aux personnes sans logement et aux personnes âgées s'étant fait couper l'eau, notre délégation, aidée par le collectif de lutte contre les exclusions d'Avignon, a obtenu que la mairie soutienne le projet de camion-douche de l'association Mobil'douche.

“REVENUS, EMPLOI, LOGEMENT, SANTÉ, ÉDUCATION... DANS TOUS CES DOMAINES, LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EST LA PLUS INÉGALITAIRE.”

RAPPORT SUR LA FRACTURE TERRITORIALE EN ÎLE-DE-FRANCE

Revenus, emploi, logement, santé, éducation... dans tous ces domaines, la région Île-de-France est la plus inégalitaire. C'est le constat dressé par le Secours Catholique-Caritas France dans son rapport *La fracture territoriale, analyse croisée des inégalités en Île-de-France*. Publié le 11 avril 2016, ce document sert de base à des propositions aux pouvoirs publics pour mettre en place d'urgence un plan d'aménagement de ce territoire qui rassemble à la fois les personnes les plus riches et les plus pauvres de notre pays.

TOUS LIGUÉS CONTRE LES PRÉJUGÉS

La lutte contre les préjugés est le fil rouge du plaidoyer du Secours Catholique-Caritas France en 2016 et 2017. Une démarche d'animation a été proposée à l'ensemble du réseau afin que cette question puisse être débattue dans le cadre de groupes conviviaux ou d'action citoyenne, de même qu'au sein des

équipes de bénévoles et de salariés. L'objectif est de provoquer une prise de conscience et d'analyser les préjugés qui perdurent à l'encontre des personnes en situation de précarité, et cela afin de mieux combattre ces préjugés. Plusieurs délégations se sont emparées du sujet, qu'elles ont traité soit sous forme de lettre d'information ou de journal, soit en organisant des temps d'animation avec d'autres associations, comme ATD Quart Monde en Haute-Loire. À Toulon, le collectif La parole des Sans-Voix a fait un travail créatif sur le thème du « baigne des préjugés et des minima sociaux ». Ce travail de terrain est complété par une veille sur les préjugés menée au plan national. Elle nous a permis, avec d'autres associations, de dénoncer un projet de loi « visant à améliorer l'accès aux droits et à lutter contre la fraude fiscale », et d'obtenir le retrait de ce texte qui stigmatisait les bénéficiaires de prestations sociales et alimentait la défiance à l'égard des plus pauvres.

POUR UN COMPTE PERSONNEL D'ACTIVITÉ

Le Secours Catholique-Caritas France est engagé dans un plaidoyer visant à permettre aux chômeurs de longue durée d'accéder à des formations qualifiantes. Deux éléments conjoncturels ont permis des avancées dans ce domaine : la création du CPA (compte personnel d'activité) dans le cadre de la loi Travail, et la réforme des régions, dont les compétences concer-

nant la formation ont été renforcées. Le Secours Catholique a concentré son plaidoyer sur l'accès à la formation des personnes qui en sont éloignées, revendiquant que leur CPF (compte personnel de formation) puisse être abondé de 400 heures, alors que le plafond était de 150. Ce plaidoyer a porté ses fruits. Nous avons en effet obtenu que le plafond des CPF soit désormais de 400 heures pour les salariés peu qualifiés, et que la Région puisse abonder le CPF des jeunes décrocheurs du système éducatif à hauteur de 400 heures également.

Conscientes des difficultés que les personnes en chômage de longue durée rencontrent pour accéder à la formation, les délégations du Grand Est ont invité ces personnes à témoigner de leurs expériences et des freins rencontrés. Une synthèse de ces réflexions a été présentée aux élus de la Région.

“ EN DÉCEMBRE 2016, CETTE PROPOSITION D'ÉTENDRE LE MICROCRÉDIT PERSONNEL POUR LA STABILISATION DU BUDGET DES MÉNAGES A ÉTÉ VALIDÉE. ”

INCLUSION BANCAIRE

Membres du collège des associations qui compose l'Observatoire de l'inclusion bancaire, le Secours Catholique-Caritas France poursuit son travail d'évaluation des pratiques bancaires envers les clientèles fragiles, ainsi que son plaidoyer pour que les Points conseil budget prévus dans le plan national de lutte contre la pauvreté soient mis en place afin de limiter les risques de surendettement des ménages. Dans ce domaine, nous avons obtenu une avancée importante en 2016. Au vu des bons résultats obtenus à Angers dans le cadre d'une expérience de microcrédit personnel utilisé pour stabiliser le budget d'une famille, un courrier a été envoyé au fonds social de garantie des microcrédits pour que cette pratique puisse être généralisée. En décembre 2016, cette proposition d'étendre le microcrédit personnel pour la stabilisation du budget des ménages a été validée et pourra donc être généralisée.

UN FORUM POUR « LES VOIX DE LA PAUVRETÉ »

En cette année anniversaire, la publication du rapport statistique du Secours Catholique-Caritas France (désormais intitulé « L'état de la pauvreté en France ») a donné lieu à un événement exceptionnel : un forum d'une journée organisé le 17 novembre au palais Brongniart à Paris, et intitulé « Les voix de la pauvreté en

France ». L'objectif était de travailler collectivement à la recherche de solutions à la pauvreté, à partir de l'expertise de tous, personnes en situation de précarité, experts et témoins. Après une présentation du rapport statistique, puis du Manifeste de l'association faite par Véronique Fayet, la matinée s'est terminée par une table ronde réunissant quatre experts : l'historienne Axelle Brodier-Dolino, Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption et directrice d'un programme de recherche à l'ESSEC, Hugues Sibille, président de la Fondation Crédit Coopératif, et Jacques Toubon, Défenseur des droits. L'après-midi, c'est dans le cadre d'ateliers que les participants ont pu approfondir cinq thèmes : les préjugés, l'avenir de la protection sociale, l'accès au travail, la revitalisation des territoires et la spiritualité comme source d'engagement. Ce travail de réflexion a servi



E. PERRIOT / SCCF

de fondement à l'interpellation des élus qui avaient été conviés à la précédente séance plénière. La très forte participation à ce forum (600 personnes, dont la moitié était extérieure à l'association) témoigne de notre notoriété en tant qu'acteur majeur de l'action sociale.

POUR LA PARTICIPATION DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ AUX INSTANCES INSTITUTIONNELLES

Le Secours Catholique-Caritas France travaille depuis des années avec la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) sur la question de la participation des personnes en situation de précarité à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Constituant un des six grands principes du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, cette participation est un levier essentiel pour faire changer le regard des institutions sur les problématiques individuelles ou collectives et pour leur permettre de concevoir des dispositifs plus cohérents et efficaces. Le 27 octobre 2016, lors d'une journée d'échanges organisée par la DGCS et l'ANSA (Agence nouvelle des solida-

rités actives), le ministère des Affaires sociales et de la Santé a présenté un kit de participation citoyenne destiné à l'ensemble des acteurs qui souhaitent mettre en place une telle démarche lors de l'élaboration de leurs politiques de solidarité. Décliné en douze fiches illustrées par des exemples d'outils et de bonnes pratiques, ce kit a été conçu en lien avec un groupe de travail constitué de professionnels, de citoyens et de responsables d'associations comme le Secours Catholique. Cette journée a été ouverte par le directeur de la DGCS et Bernadette Doumic, une des personnes accompagnées par nos équipes qui siège au 8^e collège de CNLE.

PLAIDOYER POUR DES MESURES ALTERNATIVES À LA PRISON

Le développement des peines alternatives à la prison est la doctrine constante du Secours Catholique-Caritas France. C'est donc tout naturellement que nous nous sommes élevés, avec d'autres organisations, contre la construction de nombreuses places de prison, mesure dont l'impact est très lourd sur les finances publiques : de 130 000 à 300 000¹ euros

1 Coût d'investissement pour la construction d'une place de prison en fonction de la capacité de l'établissement. Rapport 2014 de Dominique Raimbourg sur l'encellulement individuel.

par place, sommes qui pourraient être utilisées pour des actions de prévention vraiment efficaces. Une conférence de presse interassociative sur le sujet a eu lieu en septembre 2016. Elle a été suivie au début de novembre par une manifestation organisée devant l'Assemblée nationale à l'initiative du Secours Catholique et de 16 autres organisations en vue de demander aux députés de ne pas voter le plan de 1,1 milliard d'euros pour la construction entre autres de 4 355 places en maisons d'arrêt, soumis ce jour-

là par le garde des Sceaux. Destiné à désengorger les prisons, ce plan est jugé au contraire coûteux et contreproductif. Ces constructions se feraient en effet au détriment de mesures plus efficaces en matière de prévention de la récidive : accompagnement des démarches d'insertion des détenus, alternatives à la prison et aménagements de peine. La thématique sera reprise dans le cadre du plaidoyer de l'association auprès des candidats à l'élection présidentielle de 2017. ■

PLAIDOYER EUROPÉEN

Le département Partenariats et Plaidoyers Union européenne a renforcé en 2016 sa collaboration avec les départements thématiques du Secours Catholique-Caritas France afin de porter leurs réflexions et d'échanger les bonnes pratiques au niveau européen. L'objectif est aussi de mener des actions de plaidoyer communes auprès des institutions européennes.

RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ EN EUROPE

En 2016, au cœur du Vieux Continent, 123 millions de personnes devaient lutter pour survivre. C'est le constat qui ressort du rapport *Mettre fin à la pauvreté en Europe* publié par Caritas Europa. Réalisée à partir des données communiquées par les Caritas européennes, cette publication est l'occasion de porter des recommandations communes pour lutter contre la pauvreté dans les 28 pays de l'Union européenne. Le Secours Catholique-Caritas France y a contribué en apportant des témoignages de personnes reçues dans ses accueils, ainsi que les données de son rapport statistique annuel.

RENCONTRES EUROPÉENNES D'UNE AMPLEUR INÉDITE À LOURDES

En 2016, c'était au tour du Secours Catholique-Caritas France, dont le secrétaire général, Bernard Thibaud, est vice-président de Caritas Europa, d'accueillir la rencontre bisannuelle des 49 organisations membres. Pour que ce grand rassemblement devienne un véritable espace de débat et de construction réunissant tous les acteurs de la société européenne, nous tenions à y convier des acteurs de terrain, bénévoles ou salariés, les dirigeants des Caritas, mais aussi des personnes en situation de précarité, venant de chacun des pays représentés. C'est donc une rencontre d'une ampleur exceptionnelle qui s'est tenue à Lourdes du 23 au 26 mai.



G. KERBAOL / SCCF

Quelles pauvretés en Europe ? Quelles actions de solidarités pour les familles, les personnes en situation de grande exclusion, les migrants ? Comment lutter ensemble contre les préjugés envers les migrants ? Quelles valeurs communes aux différentes Caritas ? Les réponses apportées tous ensemble à ces questions pendant ces journées ont montré la force du réseau Caritas Europa face aux défis qui sont les siens dans l'ensemble des pays. Les recommandations élaborées à partir des témoignages des personnes ont été présentées devant l'ensemble de la conférence régionale.

PLAIDOYER SUR LE TERRAIN À CALAIS

En 2016, le Secours Catholique-Caritas France a continué à participer aux prises de position sur la si-

tuation des migrants dans le bidonville de Calais. Dès janvier, une rencontre a été organisée sur place avec des députés français et anglais afin de sensibiliser les parlementaires britanniques sur la situation des mineurs isolés souhaitant rejoindre leurs parents en Angleterre et de réfléchir à une position commune. En juillet, une délégation de Caritas International Belgique, pays vers lequel s'orientent de plus en plus de migrants, a également fait le déplacement à Calais afin de connaître les actions que nous y menons. Il a été notamment question de la façon d'intégrer la réglementation européenne et de faire remonter les dossiers des mineurs isolés vers les autorités anglaises.

RÉFLEXION SUR LA QUESTION DES MIGRANTS

Un groupe de travail de Caritas Europa travaille sur les questions de politiques migratoires et d'asile et mène dans ce cadre des actions de plaidoyer vers les institutions de l'Union européenne (Commission, Conseil et Parlement) et de partages de bonnes pratiques entre les Caritas.

CONTRIBUTION AU MODÈLE DE PROTECTION SOCIALE EUROPÉENNE

En 2016, la Commission européenne a lancé une concertation sur la question du modèle de protection sociale et des minima sociaux dans l'Union européenne. Un questionnaire à l'attention de la société civile a été mis en ligne. Le Secours Catholique-Caritas France a participé à la contribution faite par Caritas Europa, et a apporté sa propre réflexion, notamment sur la question de la refondation de la protection sociale qui est un de ses axes de plaidoyer. Cette contribution nous a permis de valoriser certaines de nos bonnes pratiques, par exemple à travers l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » ou le « compte personnel d'activité », et de créer une dynamique sur les questions sociales souvent mises à l'écart, comme l'idée d'un revenu minimal dans tous les pays de l'Union européenne. Notre objectif est d'éviter que le modèle proposé par la Commission européenne, bien que non contraignant, soit en deçà des normes françaises. ■

PLAIDOYER INTERNATIONAL

Dans un monde interdépendant où les crises politiques, économiques et sociales ont des répercussions sur l'ensemble des populations, le Secours Catholique-Caritas France s'emploie, avec ses partenaires, à orienter les politiques publiques vers plus de sécurité alimentaire, une meilleure régulation financière, ainsi qu'à faire respecter les droits des migrants et la justice climatique.

DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME LORS DE LA COP22

Le Secours Catholique-Caritas France, avec notamment Caritas Internationalis, le Réseau Action Climat et le Réseau Climat et Développement, a suivi les négociations liées à la COP22, qui s'est tenue à Marrakech en 2016. Nous y avons porté nos recommandations concernant notamment le respect des droits humains, afin que l'élaboration des politiques climat décidées lors de la COP21 de Paris respecte les populations vulnérables, leurs besoins et leurs droits. Nous avons également appelé les États à rehausser le niveau d'ambition des politiques climatiques, tant concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre que dans le soutien financier alloué par les pays indus-

trialisés aux pays vulnérables afin qu'ils puissent s'adapter aux conséquences des changements climatiques.

REMETTRE LA FINANCE AU SERVICE DES CITOYENS

En 2016, le Secours Catholique-Caritas France a été élu au conseil d'administration de l'ONG Finance Watch dont l'objectif est de remettre la finance au service de la société. Une nomination qui renforce notre plaidoyer pour une réforme du système financier actuel, dont les activités spéculatives font encore peser un risque systémique important sur l'économie réelle, et qui laisse les citoyens et les acteurs du Sud à l'écart des décisions concernant la finance mondiale.



S. WASSenaar / SCDF

LUTTER CONTRE L'ÉVASION FISCALE

Depuis 2013, dans le cadre de la loi bancaire visant à une plus grande transparence économique, les banques françaises ont rendu publiques des informations essentielles sur leurs activités et les impôts qu'elles paient dans tous les pays où elles sont implantées. À partir des données 2014, le Secours Catholique-Caritas France, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France ont pu analyser en détail les activités internationales des cinq plus grandes banques françaises – BNP Paribas, Groupe Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE), Société générale, Crédit agricole et Crédit mutuel-CIC –, et révéler le rôle central qu'y jouent les paradis fiscaux. Au mois de mars 2016, les associations ont publié leur rapport intitulé *Sur la piste des banques françaises dans les paradis fiscaux*. Quelques semaines après la publication de ces analyses éclatait le scandale des Panama Papers qui a confirmé l'exigence de transparence pour mettre fin au scandale de l'évasion fiscale, notamment en demandant l'extension de l'obligation de *reporting* public à toutes les grandes multinationales et en

“ PREMIER PAS, ENCORE TROP TIMIDE, VERS UNE CONCERTATION INTERNATIONALE AUTOUR DES ENJEUX MIGRATOIRES. ”

soutenant activement la proposition de *reporting* public adoptée à ce stade par les eurodéputés dans le cadre de la directive « droits des actionnaires ».

PREMIER SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LA MIGRATION

Le 19 septembre 2016, les États membres de l'Organisation des Nations unies se réunissaient à New York pour le premier sommet consacré à la question des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. Le Secours Catholique-

Caritas France a fait partie de la délégation de Caritas Internationalis présente à ce sommet, à l'issue duquel les États membres ont adopté la « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », premier pas, encore trop timide, vers une concertation internationale autour des enjeux migratoires. Cette déclaration marque le début d'un processus multilatéral qui doit aboutir à deux pactes mondiaux, sur les réfugiés et sur les migrations sûres, ordonnées et régulières. Nous continuerons à suivre ces deux accords jusqu'à leur aboutissement à la fin de l'année 2018 et au-delà dans leur mise en

œuvre. Il est en effet nécessaire que la communauté internationale prenne la mesure de l'urgence qu'il y a à agir, et que les États modifient conjointement leurs politiques d'accueil des migrants et des réfugiés. Nous continuerons à veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés pour tous les migrants, et leur accès aux services sociaux de base garantis.

QUINZE PROPOSITIONS AUX CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Sous le titre « Prenons le parti de la solidarité », la plateforme interassociative réunissant le Secours Catholique-Caritas France, ActionAid-Peuples Solidaires, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France s'est invitée dans la campagne présidentielle. Elle a en effet appelé les candidats à l'élection présidentielle et aux législatives de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre aux grands enjeux de solidarité internationale en s'engageant à partager justement les richesses, à promouvoir la justice climatique et la souveraineté alimentaire et à faire respecter les droits humains en France comme dans les pays du Sud. Tout au long de l'année 2016, les membres de la plateforme ont présenté aux partis et aux candidats un ensemble de 15 propositions concrètes pour mettre en œuvre un monde plus juste et solidaire. solidarite2017.org

LUTTER CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

La France n'est pas épargnée par la traite des êtres humains, et notamment celle des enfants qui peut prendre plusieurs formes : esclavage domestique, exploitation sexuelle, mendicité forcée, contrainte à commettre des délits et exploitation dans le sport par tromperie. Afin de sensibiliser le grand public à ces questions, mais aussi les réseaux associatifs, la police, la justice, les services sociaux et les médecins, le collectif d'associations « Ensemble contre la traite des êtres humains », dont le Secours Catholique-Caritas France est coordonnateur, a réalisé en 2016 un livret accompagné d'un court métrage du réalisateur italien Guido Freddi intitulé *#Invisibles*. Publié en français et en anglais en juillet 2016, le livret apprend à repérer, identifier et orienter les enfants victimes de traite. Le film a été présenté dans des festivals, dans des écoles, des universités, des salles de cinéma. Il est également utilisé dans les délégations du Secours Catholique ainsi que dans d'autres organisations comme outil de formation sur cette thématique.

RAPPORT AGROÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Des projets de terrain et un plaidoyer au service des paysans

Alors que quelque 800 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, une profonde évolution de nos systèmes alimentaires vers des systèmes agroécologiques diversifiés s'impose, pour des raisons tant sociales qu'environnementales. Fort des expérimentations développées par ses partenaires sur de nombreux continents, le Secours Catholique-Caritas France a publié en octobre 2016 un rapport intitulé *Agroécologie et développement durable*, qui documente ces bonnes pratiques et en tire des préconisations à l'attention des décideurs nationaux et internationaux. Cette publication, traduite en anglais et en espagnol, est le fruit d'un travail collectif mené avec des bénévoles et salariés de notre Direction Action et Plaidoyer internationaux et en lien étroit avec un grand nombre de nos partenaires du Sud. ■

Toujours en France, au moment de la préparation du deuxième Plan d'action national contre la traite des êtres humains, le collectif a fait l'analyse de la mise en œuvre ou non des 23 propositions du plan 2014-2016 et présenté ses commentaires et propositions pour le prochain plan. Il a également demandé au Premier ministre que la lutte contre la traite des êtres humains soit retenue comme grande cause nationale 2017.

La recherche-action sur la traite dans les situations de conflits et postconflits que nous avons coordonnée avec les Caritas des Balkans, du Caucase, de l'Union européenne et de la Méditerranée, et présentée lors de la réunion d'experts organisée par la rapporteuse spéciale de l'ONU, madame Maria Grazia Gammarino, a donné lieu à un second document. À partir d'actions concrètes menées dans ces différentes régions, nous y formulons des recommandations en matière de prévention, d'identification, de protection et d'accompagnement des victimes, mais aussi de plaidoyer et de sensibilisation du public. Ce document a été publié pour la journée mondiale contre la traite des êtres humains. En septembre 2016, nous l'avons présenté à l'ONU à l'occasion du sommet des Nations unies sur les migrations. Nos recommandations ont été reprises dans le rapport final de madame Maria Grazia Gammarino. ■

RÉVO- LUTION FRATER- NELLE



LES MARCHES DU 70^E ANNIVERSAIRE

« *Pas à pas, mais pas sans toi !* », c'est sous ce mot d'ordre que l'ensemble des acteurs du Secours Catholique-Caritas France se sont mis en marche pour célébrer le 70^e anniversaire de l'association. Du printemps jusqu'à l'été 2016, les festivités ont mobilisé des milliers de bénévoles, donateurs, personnes en situation de précarité, partenaires et citoyens de tout le pays.

Pour son 70^e anniversaire, le Secours Catholique-Caritas France souhaitait aller à la rencontre du grand public et témoigner qu'ensemble, nous pouvons changer les choses. D'où l'idée d'organiser dans toute la France des marches de quelques jours et d'autres moments festifs laissés à la créativité du réseau. Dès 2015, des groupes de pilotage composés de bénévoles et de personnes ayant l'expérience de la précarité ont été constitués dans chaque délégation.

Du 2 avril au 3 septembre 2016, c'est tout le réseau qui s'est mis en mouvement, répondant au mot d'ordre imaginé par les délégations : « *Pas à pas, mais pas sans toi !* »

En Seine-Saint-Denis, les festivités étaient placées sous le signe du dialogue entre les religions. Le 24 mai après une randonnée de 10 kilomètres de Saint-Denis au Blanc-Mesnil, les marcheurs de tous horizons ont célébré une cérémonie interreligieuse.

C'est le 21 mai à **Bordeaux** qu'a eu lieu l'événement phare de la Gironde : une « Cup Song », prestation rythmique à l'aide de gobelets interprétée par 200 jeunes issus du scoutisme.

Dans le Pas-de-Calais, les marcheurs poussaient des « charrettes de la fraternité » pour aller à la rencontre de jeunes d'associations de quartier, des migrants de la « jungle » de Calais, des personnes détenues, ainsi que d'autres acteurs solidaires, réunissant au total un millier de personnes...

En Haute-Loire, les marcheurs s'étaient équipés de « joëlettes » pour transporter les personnes à mobilité réduite sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, mais à contresens, afin d'aller à la rencontre des pèlerins.

Partis le 7 mai du piton des Neiges, à 3 000 mètres d'altitude, les marcheurs **La Réunion** ont effectué un circuit de 330 km autour de l'île jusqu'à Saint-Denis.

Dans la Manche, les participants avaient rendez-vous à Coutances, le 21 mai, pour recevoir des bâtons de marcheurs réalisés par l'atelier bois de la maison d'arrêt avec laquelle la délégation est en lien. À cette occasion des détenus ont bénéficié d'une autorisation de sortie pour se joindre aux festivités.

Dans l'Aude et le Roussillon, les migrants étaient au cœur des deux marches parallèles organisées le 28 mai avec Caritas Gérone, l'une côté français, l'autre côté espagnol jusqu'au fort de Bellegarde, situé sur la frontière.

Paris a accueilli samedi 28 mai au parc André-Citroën, 8000 marcheurs de la région Île-de-France pour célébrer les 70 ans de révolution fraternelle. Le même jour avait lieu la « Caritas Cup », un tournoi de football qui opposait 14 équipes des délégations de toute la France, de la Caritas Luxembourg et du CEDRE, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés. ■



ANIMATION SPIRITUELLE

Les activités relevant de l'animation spirituelle au Secours Catholique-Caritas France sont plus que jamais pensées à partir de la parole et de l'expérience des plus pauvres. En 2016, nos partenariats interculturels et interreligieux ont également été renforcés afin de valoriser les dimensions spirituelles et religieuses dans la société.

DES SESSIONS DE THÉOLOGIE PRATIQUE À NEVERS AVEC LES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

C'est une tradition désormais : chaque premier week-end de décembre, des personnes en situation de précarité, des théologiens et des acteurs du réseau Saint-Laurent et du Secours Catholique-Caritas France se retrouvent pour la session annuelle de théologie pratique de Nevers. L'objectif est de réaliser un travail théologique à partir de la parole des pauvres. En 2016, les 200 participants réunis en ateliers ont échangé à partir d'un texte sur le thème du travail rédigé par des personnes ayant l'expérience de la précarité. Présent à cette rencontre, Mgr Jacques Blaquart, évêque d'Orléans et président du Conseil épiscopal pour la solidarité, a souligné la richesse et l'importance de la démarche.

FAIRE VIVRE LA DIMENSION SPIRITUELLE DU NOUVEAU PROJET NATIONAL

Comment prendre en compte la dimension spirituelle dans le nouveau projet national du Secours Catholique-Caritas France ? Tel a été le travail de réflexion mené lors du séminaire du conseil d'administration qui a eu lieu le 9 septembre 2016 à Lourdes, en présence de personnes en situation de précarité et de Gwennola Rimbaut, professeur de théologie à l'Université catholique de l'Ouest. Se fondant sur les témoignages des personnes fragilisées qui participent aux rencontres du réseau Saint-Laurent, Gwennola Rimbaut a dit l'importance de deux des principes d'action du projet national pour lutter contre la déshumanisation des personnes en situation de précarité : tisser des relations longues et porter attention à la dimension spirituelle de chacun.

CAPITALISATION DES VOYAGES DE L'ESPÉRANCE À COMPOSTELLE

Une dizaine de délégations du Secours Catholique-Caritas France organisent des marches sur le chemin

de Saint-Jacques-de-Compostelle avec des personnes en situation de très grande précarité. Il s'agit de groupes d'une vingtaine de personnes qui marchent pendant huit à dix jours et font ainsi le chemin en plusieurs années. Durant trois jours en novembre 2016, nous avons réuni les participants à ces marches afin de recueillir leurs témoignages et de capitaliser ces expériences. Les témoignages reçus ont montré que marcher ensemble met bénévoles et personnes que nous accueillons sur un pied d'égalité et instaure une relation différente. Vivre ainsi l'amitié et la fraternité donne du sens au quotidien et redonne foi en l'avenir.

PREMIÈRE FORMATION SUR L'ANIMATION SPIRITUELLE

Répondant à une demande récurrente de la part des délégations locales de l'association, le Secours Catholique-Caritas France a organisé en 2016 sa première formation sur l'animation spirituelle. Une quarantaine de personnes venues d'une douzaine de délégations y ont participé. L'objectif était de montrer comment le spirituel se déploie et s'incarne de façon très concrète, avec des témoignages et des ateliers permettant de se familiariser avec des outils d'animation.

DÉVELOPPER L'INTERCULTURALITÉ AU SEIN DU RÉSEAU

L'année 2016 a été une année charnière entre la restitution du chantier Interculturalité et l'élaboration de préconisations pour contribuer au 4^e changement visé par le nouveau projet national, et qui porte sur l'interculturel et l'interreligieux. Si le Secours Catholique-Caritas France est un lieu propice pour vivre des relations interculturelles fécondes, le chantier a fait apparaître que c'est également au sein de notre réseau qu'il faut convaincre de l'importance de s'ouvrir à l'autre et de la richesse des fruits possibles de cette rencontre. Un chargé de projet « interculturel et inter-



religieux » a ainsi été recruté en novembre 2016. Sa mission consiste à développer les relations avec des partenaires comme l'association Coexister, le SNRM (Service national pour les relations avec les musulmans), le Secours Islamique, l'association « Chrétiens et Musulmans, ensemble avec Marie », ou encore des structures de formation aux différentes religions

comme Élan interculturel et Convivencia. Ces partenariats seront proposés à nos équipes partout en France afin qu'elles mettent en place des actions communes. Tout l'enjeu est de permettre de vivre ensemble le fait religieux dans une démarche citoyenne, populaire et spirituelle, et de valoriser ainsi le spirituel et le religieux de façon positive dans la société. ■

VOYAGES DE L'ESPÉRANCE À LA MAISON D'ABRAHAM

Par Sophie Mercier, déléguée du Tarn Aveyron

« Nous sommes partis pour dix jours en octobre. Il y avait parmi nous une vingtaine de personnes qui sont accompagnées par notre délégation. Certains d'entre nous prenaient l'avion pour la première fois. Nous sommes allés à Nazareth, Jéricho, Hébron, au bord de la mer Morte et dans le désert de Judée. C'était une vraie aventure pour tout le monde de se rendre en Terre sainte et surtout de voir Jérusalem. Jean-Claude Sauzet, l'aumônier de la Maison d'Abraham, a élargi l'horizon de notre voyage en nous montrant que la ville est "trois fois sainte" car elle contient les lieux les plus sacrés des religions juive, chrétienne et musulmane. Nous avons rencontré des personnes d'associations qui œuvrent pour la

paix ou des Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés. Ces situations nous ont tous beaucoup marqués. Cela a permis de faire tomber les barrières et les préjugés, notamment sur les musulmans, et aussi de donner envie de lutter contre les injustices. Certains se sont d'ailleurs engagés comme bénévoles à leur retour de voyage. C'est vraiment très important de passer des moments de rencontre hors du quotidien, dans un environnement tiers, où tout nous est étranger et où tout nous interroge. On apprend à se connaître soi-même et à mieux comprendre l'autre. Le voyage a créé des liens vraiment très forts entre nous tous et a développé nos relations. » ■

COMMUNICATION

C'est l'événement du 70^e anniversaire qui a été au centre de la communication du Secours Catholique-Caritas France en 2016. L'utilisation accrue des nouveaux médias nous a permis d'affirmer notre image d'association moderne, en phase depuis toujours avec les grands enjeux de société. Et une place toujours plus grande a été donnée aux « voix de la pauvreté », à travers notamment l'organisation d'un forum national et la création d'une nouvelle revue, *L'Apostrophe*.

DONNER DE L'ÉCHO AUX ACTIONS DU 70^E ANNIVERSAIRE

À l'occasion des 70 ans du Secours Catholique-Caritas France, des milliers de personnes ont marché ensemble à travers toute la France pour prendre le temps de la rencontre et défendre un monde juste et fraternel. De nombreux outils de communication et de visibilité ont été fournis aux délégations pour mettre en valeur leurs événements et donner une couleur commune à ce grand mouvement fraternel.

Au plan national, nous avons mené une campagne sur les réseaux sociaux qui venait en appui des marches pour mieux faire connaître le Secours Catholique. Sous le hashtag « #OnAPasAttendu 70 ans », des sujets historiques ou humoristiques montrant un Secours Catholique moderne, en phase depuis toujours avec les enjeux de société, ont ainsi été postés sur Facebook et Twitter toute l'année.

Pour le 8 septembre, date exacte de la création du Secours Catholique, nous avons proposé à tous ceux qui nous suivent de « faire entendre la voix de la solidarité » en participant à un Thunderclap (tonnerre d'applaudissements sur les réseaux sociaux notamment Twitter). Des centaines d'organisations et de personnes ont ainsi fait paraître sur leurs profils une photo pour notre anniversaire. Nous n'avons pas oublié l'international : nombre de nos partenaires Caritas ont partagé avec nous, sur Facebook et Twitter, des vidéos originales pour nous souhaiter un bon anniversaire !

DES LONGFORMS* POUR MIEUX « PARTAGER » LE SECOURS CATHOLIQUE

Dans sa stratégie de développement numérique, le Secours Catholique-Caritas France a développé durant l'année 2016 deux *longforms* sur son nouveau site web afin d'atteindre un public plus large, notamment par les réseaux sociaux. Le *longform* « Dérégulez vos préjugés » a permis à plus de 10 000 internautes de découvrir de façon ludique et animée la réalité du Secours

Catholique : une association de militants ouverte à toutes les confessions, engagée en France et à l'international, et mobilisée sur les causes de la pauvreté. Au mois de novembre, nous avons publié un deuxième *longform*, « À la ville, à la campagne, les visages de la pauvreté », afin de vulgariser les résultats de notre rapport statistique annuel. En parallèle, nous avons continué notre politique partenariale de développement de ce type de format éditorial avec Radio France internationale.

* Dossiers multimédias disponibles sur un site web

ACCROISSEMENT DE LA COUVERTURE RÉSEAUX SOCIAUX ET MÉDIAS

La campagne menée sur les réseaux sociaux pour le 70^e anniversaire du Secours Catholique-Caritas France a eu un très fort impact puisque nous sommes passés de 14 500 fans à 23 200 fans en dix mois, que le nombre de personnes « touchées » a été multiplié par dix, atteignant plus de 50 000 personnes en novembre, et que leur engagement a été en hausse : jusqu'à 500 réactions par post. Côté relations presse, l'association a bénéficié d'une couverture médiatique en hausse, tant en matière d'espace médiatique occupé (en presse écrite et audiovisuelle) que de nombre de supports touchés et d'articles publiés.

LES « VOIX DE LA PAUVRETÉ » SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Le forum « Les voix de la pauvreté » du 17 novembre à Paris a été un des événements phares du Secours Catholique-Caritas France en 2016. Pour démultiplier son impact, nous l'avons fait vivre en direct sur le site web et les réseaux sociaux, à travers des tweets, des interviews (désormais disponibles sur Youtube) et des posts Facebook, par exemple sur l'intervention de Véronique Fayet présentant notre manifeste. Des e-reporters étaient en effet présents dans la salle du palais Brongniart et retransmettaient les temps forts de la journée grâce à une web TV installée dans le hall pour les interviews.



Le forum national du Secours Catholique accueillait le Défenseur des droits, Jacques Toubon.

UNE NOUVELLE REVUE POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PERSONNES : L'ASTROPHE

Parue pour la première fois à l'automne 2016, *L'Apostrophe* est une revue dont les auteurs sont des personnes qui, par leur expérience personnelle de la précarité, ont développé une expertise sur les questions de pauvreté. L'idée de cette publication est née de l'expérience d'un numéro spécial de *Messages* publié en octobre 2015 et réalisé avec des journalistes invités issus de groupes d'action du Secours Catholique-Caritas France. Tous les six mois, *L'Apostrophe* proposera un regard « de côté » permettant de regarder et de comprendre la société « autrement » et de l'interroger, voire de l'apostropher. La revue est destinée à nos réseaux de bénévoles en tant que support d'animation pour faire grandir la pratique du modèle « Écrire, Penser et Agir ensemble », mais aussi à une cible externe proche, notamment nos partenaires et les citoyens engagés contre la pauvreté. Ces pages contribueront ainsi, même modestement, au premier changement visé par notre nouveau projet national : « *Les savoirs des personnes et des groupes en précarité sont reconnus et partagés pour créer des connaissances et pratiques nouvelles.* »

UN NOUVEL INTRANET POUR LE RÉSEAU : NAISSANCE D'ISIDOR

La refonte de l'intranet du Secours Catholique-Caritas France s'est appuyée sur une enquête de six mois menée en 2013 auprès de bénévoles et de salariés des délégations et des directions. Le nouvel outil, nommé Isidor et mis en ligne en 2016, répond aux trois principales attentes formulées : faciliter la collaboration et la contribution au sein de l'association, simplifier l'accès à l'information et les fonctionnalités pour les administrateurs et les contributeurs. L'interface utilisateurs est adaptée à chaque profil d'utilisateur (salarié, bénévole, stagiaire ou volontaire), lui donnant un accès direct aux informations qui le concernent plus particulièrement en fonction du lieu où il réside, de son entité d'appartenance et des centres d'intérêt indiqués. Autre nouveauté, Isidor est conçu sur le modèle d'un réseau social. L'utilisateur peut créer des communautés où échanger sur un même sujet, une thématique de travail, en permettant les contributions. Il peut également publier une annonce, consulter l'annuaire, la médiathèque, commenter, partager et/ou recommander un article. Certains acteurs du Secours Catholique possèdent des droits élargis et peuvent publier des actualités, des documents et des informations sur divers événements. ■

GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

En raison d'un climat social et politique tendu et dans un contexte de concurrence toujours plus vive, les ressources du Secours Catholique-Caritas France ont reculé en 2016, engendrant un déficit de 1,6 M€. Le travail entrepris pour nous rapprocher de nos donateurs et mieux comprendre leurs attentes, mais aussi pour développer de nouveaux outils de collecte, va devoir se poursuivre pour que nous puissions faire face aux besoins et mettre en œuvre notre projet national.

UNE COLLECTE EN BAISSÉ

L'état de sidération qui avait frappé les Français au moment des attentats de novembre 2015 s'était traduit par un recul brutal de leurs dons au Secours Catholique-Caritas France lors de la collecte de fin d'année. Nous espérions un sursaut de la générosité en 2016, mais cela n'a pas été le cas, et nous terminons l'année avec une baisse de la collecte de dons de 1,8 M€. Ce recul s'explique par diverses causes conjuguées : un contexte politique très chargé en fin d'année, auquel s'ajoute le climat d'insécurité engendré par les attentats de Bruxelles (22 mars), Nice (14 juillet) et Berlin (19 décembre), ainsi que l'arrivée de migrants fuyant les guerres. Comme toujours en ces périodes de grande anxiété, les donateurs ont tendance à mettre des fonds de côté en attendant de voir ce qui va se passer. Enfin, une concurrence accrue, notamment sur des causes

chères aux catholiques comme le soutien à nos frères d'Orient, a capté une partie des dons.

La collecte d'urgence a également été moins importante en 2016. Du fait d'une actualité politique très chargée, les informations sur l'ouragan en Haïti et les inondations en Île-de-France ont été relativement peu relayées dans les médias. Nous n'avons donc pas connu de grandes vagues de solidarité comme les années précédentes.

LEGS ET DONATIONS

Grâce aux efforts de communication fournis depuis des années par le Secours Catholique-Caritas France pour inciter aux legs, ceux-ci sont passés de 25 à 29 % de notre collecte générale. Ce travail de longue haleine nous a permis de maintenir ce résultat en 2016, dans un contexte où les legs sont

pourtant de plus en plus sollicités par de plus en plus d'associations. Cette forme de soutien majeur, qui traduit le désir de nos donateurs de voir leur engagement perdurer après leur mort, est une preuve de plus de la très grande confiance qu'ils nous accordent. En 2016, afin de faire connaître et comprendre mieux encore la valeur de ce geste si fort et symbolique, nous avons développé une nouvelle campagne déclinée à la télévision, en radio et dans la presse.

SUBVENTIONS ET COFINANCEMENTS

Si le niveau des financements publics est de plus en plus faible en France en 2016, ce qui entraîne une baisse continue des subventions pour notre action nationale, nous avons bénéficié d'une embellie à l'international. Nous avons ainsi obtenu

plusieurs financements importants, d'où l'amélioration de nos résultats dans ce domaine, avec des financements passés de 2,5 à 3,1 M€ (+ 24 %). Il n'en demeure pas moins que la tendance générale reste à la baisse et qu'elle affecte l'ensemble des acteurs associatifs. Il nous faut donc continuer à miser sur la collecte de fonds privés (plus de 85 % de notre collecte globale) et la développer, car c'est elle qui nous permet de poursuivre nos actions, tant en France qu'aux quatre coins du monde.

MIEUX SE FAIRE CONNAÎTRE DES DONATEURS

Dans le climat d'inquiétude et d'incertitude qui a prévalu tout au long de l'année 2016, le Secours Catholique-Caritas France a effectué un important travail de rapprochement avec ses donateurs, afin de mieux se faire connaître et de mieux com-

« LA TENDANCE GÉNÉRALE RESTE À LA BAISSÉ ET AFFECTE L'ENSEMBLE DES ACTEURS ASSOCIATIFS. »



prendre leurs attentes et leurs motivations. Nous les avons notamment associés aux événements forts de l'année, en leur proposant de participer aux marches fraternelles organisées à l'occasion de notre 70^e anniversaire ainsi qu'au forum national du 17 novembre « Les voix de la pauvreté ». Ils ont été nombreux à répondre à ces invitations, et les échos que nous en avons sont très positifs. Cette démarche de rapprochement témoigne de notre reconnaissance à l'égard de nos donateurs et contribue à les conforter dans leur choix. En effet, à travers nos actions et notre plaidoyer, en France comme à l'international, nous apportons des réponses concrètes aux problèmes de société qui inquiètent les Français. C'est en poursuivant cet effort de pédagogie et de sensibilisation que nous les inciterons à continuer de soutenir notre action.

LES RELATIONS AVEC LES DONATEURS SUR LE WEB

À la fin de 2015, le Secours Catholique-Caritas France se dotait d'un nouveau site web entièrement repensé, entre autres dans le but de redonner à tous le pouvoir de s'engager. Ainsi, à chaque page correspond une opportunité d'agir, en devenant bénévole, en nous alertant sur certaines situations,

ou bien sûr en faisant un don. Cette refonte du site web va dans le sens de notre volonté d'être de plus en plus présents sur les réseaux sociaux. Ils ont d'ailleurs prouvé en 2016 leur utilité pour soutenir notre communauté de bénévoles et de donateurs, notamment à l'occasion du 70^e anniversaire du Secours Catholique, et lors des moments forts organisés en fin d'année.

LE DON PAR SMS

C'est le 19 décembre 2016 que s'est concrétisée une demande des associations : la possibilité du don par SMS. Le Secours Catholique-Caritas France a fait partie des premières associations à déposer un dossier pour l'obtention du numéro par lequel nos donateurs pourront effectuer leur don : le 92900. Le mécanisme est des plus simples et les montants autorisés pour ces dons restent certes modestes, mais ce nouveau canal permet d'atteindre un autre public et de générer des élans de générosité collectifs et spontanés, par exemple lors d'événements organisés pour une cause ou lors d'urgences. ■

LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

En juin 2016, les membres du Réseau Caritas France, dont le Secours Catholique-Caritas France, ont renforcé leur engagement en se constituant en Union d'associations. L'établissement d'une cartographie des actions des différentes associations et fondations est en cours. Son objectif est de mettre en évidence leurs complémentarités et de créer une forte dynamique de collaboration dans l'accompagnement global des personnes en situation de précarité. La charte signée en 2015 offre un cadre souple pour mieux travailler ensemble et accueillir d'autres partenaires, comme la Fédération de Charité Caritas Alsace en 2016.

L'ASSOCIATION DES CITÉS DU SECOURS CATHOLIQUE



Créée en 1989, l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) a pour mission d'accueillir, d'héberger, d'accompagner et de mener vers l'autonomie des personnes en situation de précarité et de handicap. Elle compte 970 salariés (dont trois quarts de travailleurs sociaux) et 500 bénévoles, qui interviennent dans 19 cités, 14 dans le secteur social et 5 dans le secteur médico-social réparties sur 17 départements métropolitains. En 2016, plus de 13 000 personnes sans logement ont été accueillies dans des établissements d'hébergement d'urgence ou de réinsertion et dans le cadre de mesures fournissant le maintien dans le logement et la prévention des exclusions. Les accompagnements mis en place par les équipes de l'ACSC visent à développer les capacités d'autonomie des personnes en situation de précarité sociale.

Les établissements de la branche handicap agissent au profit de 350 personnes souffrant de handicaps psychiques, de déficience intellectuelle ou de troubles autistiques. L'aide par le travail est le support privilégié pour l'action éducative de ces cités. L'association développe son réseau de crèches sous le nom de « Grandir en crèche » et compte actuellement une centaine de places.

L'ACSC a poursuivi sa dynamique fondée sur une vision impliquant les professionnels et les bénévoles et assurant la participation des personnes accompagnées. Des moments forts ont marqué l'association, tels que la signature de la convention Secours Catholique-ACSC ou bien le déploiement dans l'urgence de dispositifs CAO et Centre d'hébergement d'urgence pour migrants (CHUM) permettant l'accueil de 285 personnes migrantes.

accsc.asso.fr/site

LA FONDATION CARITAS FRANCE



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la Fondation Caritas France est la première et seule fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (88 en 2016). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches...). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France ou par d'autres partenaires, en France et à l'international. Depuis sa création, la Fondation Caritas France a ainsi soutenu 670 projets à hauteur de 27 M€. En 2016, les fonds collectés ont été redistribués aux deux tiers au réseau Caritas monde et France.

Enfin, la fondation appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France. Son ambition pour 2017 est d'abriter plus d'une centaine de fondations et de jouer un rôle de tête de pont dans l'élargissement du réseau Caritas.

www.fondationcaritasfrance.org

LA FONDATION JEAN RODHAIN



La Fondation Jean Rodhain a été créée en 1981 pour contribuer à la réflexion chrétienne sur la charité au sens large (justice, solidarité, doctrine sociale), promouvoir l'étude de la théologie de la charité dans

la recherche universitaire, développer le dialogue avec les acteurs de terrain à partir de la parole et de l'expérience des pauvres. Tous les deux ans, elle organise un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé et finance des chaires d'études dans les différentes facultés de théologie, et continue à alimenter le site Diaconia 2013 « Servons la fraternité », en vue d'inspirer une éthique sociale et politique et les conditions d'une fraternité accessible à tous. En 2016, la fondation a embauché une petite équipe de salariés.

www.fondationjeanrodhain.org

www.servonslafaternité.org

TISSONS LA SOLIDARITÉ



Tissons la solidarité mobilise les acteurs de l'économie classique, liés au secteur de la mode ou non, autour du retour à l'emploi pérenne des femmes. Les salariées y exercent différents métiers du textile, de la mécanique à l'entretien, en passant par la vente en prêt-à-porter. Elles bénéficient de formations agréées par les professionnels de la branche textile : une formation à la vente créée avec Chanel, et une à la couture parrainée par Christian Lacroix. L'association développe aussi des préformations pour les structures éloignées de l'emploi et coopère avec le Secours Catholique-Caritas France dans le cadre d'une formation et d'un suivi professionnel à l'intérieur d'une prison pour femmes. Avec la Fondation Caritas France, elle finance un concept de boutique-école et la création de plusieurs structures.

www.tissonslasolidarite.fr

CARITAS HABITAT



Créée en 2015 par le Secours Catholique-Caritas France, l'Association des cités du Secours Catholique, la Fondation Caritas France et la société immobilière ESIS (Épargne solidaire pour l'immobilier social), Caritas Habitat est une société foncière destinée à faciliter l'accès à l'immobilier social et solidaire, tel que les logements sociaux, les maisons

relais et les boutiques solidaires, par le recours à l'épargne publique solidaire. Son but est d'apporter une réponse immobilière à des projets sociaux portés par nos délégations ou par les cités de l'ACSC, de gérer des biens apportés par les fondations, les congrégations et nos délégations, ou qui ont fait l'objet d'une prospection auprès des collectivités locales ou des aménageurs. Caritas Habitat a l'ambition de devenir un bailleur social reconnu, agréé ESUS (entreprise solidaire d'utilité sociale) et maîtrise d'ouvrage, et de mobiliser des investisseurs institutionnels et solidaires privés. D'ici à 2019, la foncière devrait détenir 500 logements. Elle espère à terme inventer de nouvelles formes immobilières et urbaines pour renouveler les modes d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de précarité.

www.caritashabitat.org

FÉDÉRATION DE CHARITÉ CARITAS ALSACE



Fondée en 1903 par Mgr Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la Fédération de Charité Caritas Alsace exerce ses activités depuis plus de cent ans dans le diocèse de Strasbourg. Service de l'Église catholique en Alsace et association de droit local, elle contribue à apporter des réponses aux détresses physiques, morales et spirituelles de notre temps. Ses missions se déclinent en trois axes : fédérer les actions en rapport avec la solidarité, promouvoir les initiatives de solidarité, interpeller et formuler des propositions pour une plus grande justice sociale. ■

www.federation-de-charite.org

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2016 :

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE comprend 184 membres, répartis en deux catégories : 153 membres actifs – administrateurs personnes qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi que 2 trésoriers par espace interrégional – et 31 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans. Les membres actifs comptent 89 hommes et 64 femmes. Membres d'honneur : 19 hommes et 12 femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnes qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit onze fois par an. Son bureau comprend une présidente, deux vice-présidents, un trésorier, un secrétaire et une conseillère aux affaires internationales. L'aumônier général et le secrétaire général assistent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

Présidente : Véronique Fayet

Vice-présidents : Pierre Colmant, Claire Escaffre

Trésorier : Dominique Dubois

Secrétaire : Françoise Maury

Conseillère aux affaires internationales : Louise Avon

MEMBRES

Alain de Brugière, Thierry Féferberg, Fabienne Ferrerons, Francine Guilbert, Christian Guyomart, Jacqueline Laura, Michèle Le Gall, Jean-Louis Loirat, Geneviève Pastorello, Emmanuel de Rivoire, Jean-Marie Schiffli, Béatrice Victor

Secrétaire général :

Bernard Thibaud

Aumônier général :

Père Dominique Fontaine

Présidents d'honneur :

François Soulage, Joël Thoraval

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

▶ Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnes qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale.

- ▶ Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
- ▶ L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
- ▶ Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et le président national, le secrétaire général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS

- Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.
- ▶ Comité stratégique
 - ▶ Comité d'audit
 - ▶ Comité des donateurs
 - ▶ Comité des nominations
 - ▶ Instance nationale consultative (INC)
 - ▶ Comité de gestion de la trésorerie

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

- ▶ En France, 1 440 000 personnes ont été soutenues dans 2 400 lieux d'accueil.
- ▶ À l'international, 737 opérations ont été menées en 2016, dans 72 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 3,6 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- ▶ 75 délégations au 31 décembre 2016, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 67 900 bénévoles et de 936 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE) à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis approuvés par l'assemblée générale du 9 juin 2017. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année 10 délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.

La Cour des comptes a contrôlé en 2012 l'utilisation des fonds reçus en 2010 et 2011 pour les victimes du séisme survenu en Haïti. Elle considère que « *l'emploi des fonds collectés a été conforme aux objectifs de l'appel à la générosité réalisé* ».

LE COMITÉ DE LA CHARTE DU DON EN CONFIANCE

est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Il élabore des règles de *déontologie*, détermine l'octroi d'un label « Don en confiance » aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. Le 9 avril 2015, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label « Don en confiance », pour une durée de trois ans.



NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

Agence du don en nature
Agence française de développement
Agence de l'eau Artois-Picardie
Agence de l'eau Loire-Bretagne
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
Agence de l'eau Seine-Normandie
Ambassade de Suisse au Venezuela
Caisse d'épargne
Carigest SA
Communauté de l'agglomération havraise

ECHO (service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile)

Fondation Caritas France
Fondations abritées par la Fondation Caritas France :
Fondation Alter & Care
Fondation L'Arbre du voyageur
Fondation Avenir Solidaire
Fondation François et Monique Bilger
Fondation Devenir humain et solidaire
Fondation des Épiniers
Fondation Famille et Solidarités
Fondation Le Manteau de saint Martin

Fondation Cetelem pour l'éducation budgétaire
Fondation Crédit Coopératif
Fondation NED (National Endowment for Democracy)
Fondation Sancta Devota
Fondation Somfy - Les petites pierres

Fonds de dotation Antigone
Fonds Suez initiatives
Grand Lyon
Jean Lutz SA
Journée mondiale de prière - Comité français
Lyonnaise des eaux

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
Ministère de la Culture et de la Communication

Orange
Saint-Christophe Assurances
Swiss Philanthropy Foundation
Union européenne

Ainsi que de nombreuses municipalités et de nombreux conseils départementaux et régionaux.



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Document conçu et réalisé
par la direction de la communication
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 49 73 00
Fax : 01 45 49 94 50
Rédaction : Pascale Kramer
Correction-révision : Irsane de Scitivaux
Photos de couverture :
Christophe Hargoues / SCCF
Maquette : département Fadip
Juin 2017

LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES

2016, EN FRANCE



1 440 000

PERSONNES SOUTENUES
EN FRANCE



67 900

BÉNÉVOLES



7 000

ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ



2 400

LIEUX D'ACCUEIL



3 16 500

FAMILLES SOUTENUES



3 400

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
VERS L'EMPLOI



3 700

PERSONNES ACCOMPAGNÉES
DANS LEUR PROJET DE VACANCES



1 600

ENFANTS PARTIS EN ACCUEIL
FAMILIAL DE VACANCES



1 140

DOSSIERS DE MICROCRÉDIT
EN COURS DONT 400 NOUVEAUX

2016, À L'INTERNATIONAL



3,6 MILLIONS

DE PERSONNES SOUTENUES À L'INTERNATIONAL



737

PROJETS



42

INTERVENTIONS D'URGENCE



345 M€

DE RESSOURCES DONT 85 % CONSACRÉES
AUX MISSIONS SOCIALES